

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif	60 fr.
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50 Par porteur ou par la poste. Togo, France et Colonies : 1. fr. 75 Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.	
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

4 mars	— Décret relatif aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat en ce qui touche la protection des ouvrages fortifiés et des établissements militaires et maritimes aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 250 du 15 mai 1940)	300
14 avril	— Décret appliquant aux colonies et territoires sous mandat les dispositions du décret du 29 février 1940 modifiant l'article 63 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande. (Arrêté de promulgation n° 262 du 22 mai 1940)	301
25 avril	— Décret modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (Arrêté de promulgation n° 263 du 22 mai 1940)	302
27 avril	— Arrêté ministériel concernant l'encouragement à la production du sisal. (Arrêté de promulgation n° 261 du 22 mai 1940)	303
30 avril	— Décret relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises. (Arrêté de promulgation n° 260 du 22 mai 1940)	303
1 ^{er} mai	— Décret appliquant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les décrets des 18 et 20 novembre 1939 relatifs à la sécurité des transports maritimes et à la sécurité intérieure des navires	

	de la flotte commerciale. (Arrêté de promulgation n° 264 du 22 mai 1940)	310
10 mai	— Décret appliquant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 relatif à l'incorporation des naturalisés. (Arrêté de promulgation n° 259 du 22 mai 1940)	311
	Rectificatif au décret du 10 avril 1940 relatif au délai de rapatriement des fonctionnaires licenciés ou admis à la retraite.	312
	Rectificatif au décret du 18 avril 1940 sur l'encouragement à la culture du sisal.	312

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

25 avril	— N° 208 — Arrêté complétant l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 relatif aux allocations de retraite et gratification de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo.	312
12 mai	— N° 241 — Arrêté fixant les effectifs du personnel européen du cadre de la police du Togo.	312
12 mai	— N° 244 — Arrêté réglementant la circulation nocturne dans la ville de Lomé des Togolais âgés de moins de seize ans.	312
15 mai	— N° 252 — Arrêté fixant le taux d'allocations journalières de nourriture et d'entretien des élèves des internats de l'école professionnelle de Sokodé et du cours supérieur d'Atakpamé.	313
22 mai	— N° 256 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 244 du 12 mai 1940 réglementant la circulation nocturne dans la ville de Lomé des Togolais âgés de moins de seize ans.	313

22 mai	— No 257 — Arrêté réglementant la détention des condamnés mineurs âgés de moins de seize ans.	313
22 mai	— No 258 — Arrêté modifiant l'arrêté no 126 en date du 28 février 1934 et édictant des dispositions nouvelles sur le stockage des produits de pétrole, dérivés et résidus au Togo.	314
22 mai	— No 265 — Arrêté relatif à l'application dans le territoire du Togo de la loi du 3 juillet 1877 et lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires.	315
23 mai	— No 265 bis — Arrêté instituant une commission permanente au sein du comité d'études techniques du café.	323
24 mai	— No 266 — Arrêté portant prélèvement sur la caisse de réserve du territoire.	323
24 mai	— No 267 — Arrêté modifiant la date de mise en vigueur de l'arrêté no 157 du 20 mars 1940 organisant dans le territoire du Togo le service du contrôle du conditionnement des produits agricoles.	323
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel.	323
Divers		324

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis de vente	325
Domaines	326

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Sûreté de l'Etat

Protection des ouvrages fortifiés et établissements militaires et maritimes

ARRETE No 250 promulguant au Togo le décret du 4 mars 1940 relatif aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat en ce qui touche la protection des ouvrages fortifiés et des établissements militaires et maritimes aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, promulgué au Togo le 13 octobre 1939;

Vu le décret du 4 mars 1940 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 mars 1940 relatif aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat en ce qui touche la protection des ouvrages fortifiés et des établissements militaires et maritimes aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 4 mars 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 82 (§ 5) du code pénal, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939, portant codification de la législation relative aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, dispose que « sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, tout Français, ou tout étranger, qui séjournera, au mépris d'une interdiction édictée par décret, dans un rayon déterminé autour des ouvrages fortifiés ou des établissements militaires ou maritimes ».

Le décret-loi du 4 octobre 1939 a déterminé les conditions d'application de cette mesure dans la métropole et l'Algérie-Tunisie.

Il apparaît indispensable et urgent d'étendre l'application des dispositions susvisées à l'ensemble des territoires relevant du département des colonies.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature, si toutefois vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de la marine, de l'air et des colonies;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939, portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En temps de guerre, les commandants supérieurs, les commandants de la marine et les commandants de l'air peuvent créer, dans les territoires relevant du ministère des colonies, autour des ouvrages fortifiés, des ouvrages d'art importants et des établissements militaires ou maritimes, des zones de protection, dont il leur appartient de préciser le périmètre.

Dans les agglomérations, cette zone sera fixée après accord avec le gouverneur général, gouverneur, commissaire de la République ou administrateur.

ART. 2. — L'autorité militaire ou maritime peut interdire à toute personne, dont la présence lui paraît contraire aux intérêts de la défense nationale, de séjourner dans les zones de protection ainsi définies.

ART. 3. — Quiconque demeurera ou s'introduira dans une zone dont le séjour lui aura été interdit par une notification préalable de l'autorité militaire ou maritime dans les conditions prévues à l'article 2 du présent décret, sera justiciable des tribunaux militaires ou maritimes et puni des peines portées à l'article 83 du code pénal.

ART. 4. — L'exécution immédiate du présent décret est ordonnée.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de la marine, de l'air et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 4 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Code disciplinaire et pénal de la marine marchande

ARRETE N° 262 promulguant au Togo le décret du 14 avril 1940 appliquant aux colonies et territoires sous mandat les dispositions du décret du 29 février 1940 modifiant l'article 63 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, promulgué au Togo le 22 novembre 1929;

Vu le décret du 14 avril 1940 appliquant aux colonies et territoires sous mandat les dispositions du décret du 29 février 1940 modifiant l'article 63 de la loi du 17 décembre 1926 susvisée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 avril 1940 appliquant aux colonies et territoires sous mandat les dispositions du décret du 29 février 1940 modifiant l'article 63 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande dans les colonies françaises et les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie;

Vu la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et les territoires sous mandat les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 29 février 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de la marine marchande;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 29 février 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926 est rendu applicable aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et les territoires sous mandat.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la marine marchande.

Fait à Paris, le 14 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine marchande,

A. RIO.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir texte du décret du 29 février 1940 au J. O. R. F. du 6 mars 1940 — page 1669).

Régime financier des colonies

ARRETE N° 263 promulguant au Togo le décret du 25 avril 1940 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 25 avril 1940 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 avril 1940 modifiant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 25 avril 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 6 septembre 1933 a porté de 50.000 fr. à 100.000 francs les maxima des encaisses des services régis par économie, qui étaient prévus à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Or, les nécessités de la mise en défense du territoire de nos colonies ont exigé l'entreprise d'importants travaux de routes stratégiques. Ces travaux, dont l'exé-

cution ne doit être entravée par aucun obstacle, sont souvent effectués dans des régions isolées où le maintien sur place d'une main-d'œuvre importante ne pourra être opérée que si la rapidité et la régularité du ravitaillement et du paiement des salaires sont assurées.

L'augmentation de la main-d'œuvre, au cours de ces dernières années, ainsi que les difficultés du renouvellement des encaisses ont fait juger insuffisant le maximum de 100.000 francs fixé par le décret du 6 septembre 1933 portant déjà modification de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Nous avons donc pensé que le maximum précité devait être porté à 200.000 francs et nous avons préparé le projet de décret ci-joint que nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Lucien LAMOUREUX.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, et notamment l'article 149 modifié par le décret du 6 septembre 1933;

Vu les décrets du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les maxima de 100.000 francs prévus à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, modifié par l'article 1^{er} du décret du 6 septembre 1933, sont portés à 200.000 francs.

ART. 2. — Le présent décret est applicable aux territoires du Togo et du Cameroun placés sous mandat français.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Lucien LAMOUREUX.

Encouragement à la production du sisal

ARRETE N° 261 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 27 avril 1940 concernant l'encouragement à la production du sisal.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux, français et étrangers, promulguée au Togo le 2 mai 1931;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée, promulgué au Togo le 3 juillet 1931;

Vu le décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits français et étrangers, promulgué au Togo le 13 octobre 1937;

Vu le décret du 18 avril 1940 concernant l'encouragement à la culture du sisal, promulgué au Togo le 30 avril 1940;

Vu l'arrêté du 27 avril 1940 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 27 avril 1940 concernant l'encouragement à la production du sisal.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu l'article 17 (parag. I D) du décret du 31 mai 1931, modifié et complété par les décrets du 11 septembre 1937 et du 18 avril 1940, réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 sur l'encouragement à la production du sisal dans les colonies françaises;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les avances consenties par la banque de l'Afrique occidentale ou par la banque de Madagascar, sur du sisal produit et non encore exporté d'un territoire où elle exerce son privilège d'émission, pourront être garanties sur les crédits ouverts au budget des colonies pour les encouragements à la production du sisal, dans la limite de 60 p. 100 de la valeur F. O. B. du produit au moment où il fait l'objet de l'avance et sans que le total des sommes versées éventuellement à ce titre à la banque d'émission et des sommes garanties puisse dépasser à quelque moment que ce soit 2 millions de francs pour chacune des colonies intéressées (Afrique occidentale française et Madagascar).

ART. 2. — Les gouverneurs généraux de l'Afrique occidentale française et de Madagascar sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 avril 1940.

Georges MANDEL.

Prohibition de sortie de certaines marchandises

ARRETE N° 260 promulguant au Togo le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises, promulgués au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret susvisé du 12 septembre 1939, promulgué au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises;

Vu la transmission ministérielle n° 1345 du 10 mai 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le code des douanes;

Vu les décrets des 12 septembre, 27 octobre, 25 novembre, 2 et 23 décembre 1939, 21 février et 10 mars 1940;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'armement, du ministre de l'agriculture, du ministre du ravitaillement, du ministre des travaux publics, du ministre du blocus et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste A, annexée au décret du 12 septembre 1939 et modifiée par les décrets des 27 octobre, 25 novembre, 2 et 23 décembre 1939, 21 février et 10 mars 1940, est remplacée par la liste ci-après :

LISTE A

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
1	Chevaux entiers ou hongres et juments, quel que soit leur âge.	51	Graisses de poissons.
1 bis	Chevaux destinés à la boucherie.	66	Os et sabots de bétail bruts.
2	Mules et mulets.	68	Froment, épeautre et méteil.
3	Baudets-étalons, quel que soit leur âge.	69	Avoine.
4 à 13	Bestiaux.	70	Orge.
Ex. 15	Anes et ânesses, chameaux et tous autres animaux de transport.	71	Seigle.
16 A	Viandes fraîches et viandes réfrigérées.	72	Mais.
16 B	Viandes congelées.	73	Sarrasin.
17	Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées.	74	Malt (orge germée).
19 A	Conserves de viandes :	74 bis	Extraits de malt.
Ex. 19 B	— Viandes de porc, etc.	75	Biscuits de mer et pain.
19 C	— Viandes autres que le porc, etc., à l'exception des conserves d'escargots.	Ex. 75 quater	Pâte de farine ou de fécule (à l'exception des cachets vides pharmaceutiques en pâte de farine ou pain azyne).
20	— Viandes truffées.		Gruaux, semoules en gruau (farine ronde ou grosse farine), grains perlés ou mondés, flocons, mousse, semoulettes et autres produits analogues :
20 bis	Extraits de viandes en pains ou autres.	76-1	— de froment, d'épeautre et de méteil.
20 ter	Boyaux.	Ex. 76-2	— de seigle.
	Viandes boucanées pour la nourriture des animaux, etc.	77	Semoules en pâte et pâtes d'Italie.
	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites :	78, 78 bis	Produits exotiques à fécule et féculés.
21-1	— de mouton.	79	Riz.
Ex. 21-2	— autres (à l'exception de celles de poissons, de lézards, de serpents, de crocodiles et analogues, d'ânes, de mulets, de bardeaux).	80	Légumes secs.
23	Laines, y compris celles de lama, d'alpaga, de vigogne, de yack, de poil de chameau et de chèvre cachemire.	81	Marrons et châtaignes.
Ex. 25-1	Soies de porc et de sanglier, brutes.	83	Pommes de terre.
25-4	Poils en bottes.	84 A-22	Pommes et poires à cidre et à poiré, y compris les marcs de pommes et de poires frais.
27	Soie.	85-13	Pommes et poires sèches, à cidre ou à poiré, y compris les marcs de pommes et de poires secs n'ayant pas plus de 13 p. 100 d'humidité.
29	Poil de Messine (crin dit de Florence).	88-1 à 14 et 16 à 21	Graines et fruits oléagineux, à l'exception des graines de pavot.
30 A à E	Graisses animales autres que de poissons non classées ailleurs.	89-2	Graines de luzerne (1).
30 bis	Lanoline.	89-3	Graines de minette (1).
31-1	Oléo-margarine non émulsionnée, provenant du suif séparé de la stéarine, sans mélange ni aucune préparation.	89-4	Graines de ray-grass (1).
31-2	Margarine, graisses alimentaires et substances similaires.	89-5	Graines de trèfle, etc. (1).
32	Dé gras de peaux.	89-6 et 7	Graines de betteraves (1).
34 A à D	Œufs de volaille, d'oiseaux et de gibier.	Ex. 89-8	Graines (1) :
35	Lait complet ou écrémé.		— de chicorée.
35 bis	Crème de lait glacée ou non.		— de choux et choux-navet.
35 ter	Lait concentré, complet ou écrémé, sans sucre.		— d'espargette.
35 quater	Lait concentré, complet ou écrémé, additionné de sucre.		— de foin.
35 quinquies	Farine lactée additionnée de sucre.		— fourragères autres.
36	Fromages.		— de gazon.
37	Beurre.		— de laitue.
39	Engrais azotés.		— de navet.
Ex. 43	Caillettes de veau.		— de persil ordinaire.
Ex. 45	Débris ou déchets de poissons, y compris les foies de poissons.		— potagères (à l'exception des graines de céleri et des graines de tomates).
			— de poirée.
			— de sainfoin.
			— de tabac.
			— de vesce.

(1) Les colis postaux d'un poids maximum de 10 kilogr. et les envois par la poste bénéficient d'une dérogation générale.

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
90 A et 90 B	Sucres des colonies et possessions françaises.	Ex. 127-6	Graines de strophantus.
91 A et 91 B	Sucres des pays étrangers.	127 bis	Ecorces, feuilles, fleurs, tiges et racines de pyrèthre.
91 bis	Cannes à sucre desséchées.	128	Bois communs, ronds, bruts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieur à 60 centimètres.
92 A et 92 B	Mélasses.	128 bis	Bois communs équarris ou sciés.
93	Sirops et sucres intervertis.	129	Pavés en bois débités en morceaux.
93 ter	Glucoses.	130	Merrains.
96	Café.	131	Bois en éclisses.
97	Cacao.	133	Perches, étauçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 0 m. 60 au gros bout.
98	Chocolat en masses, plaques, plaquettes, tablettes, etc., chocolat liquide au lait ou autre.	135	Bûches de 1 m. 10 de longueur et au-dessous en quartiers refendus ou en rondins de circonférence atteignant au maximum au gros bout 60 centimètres, fagots et bourrées.
110 A	Huiles fixes pures.	135 bis	Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima 2 m. 50.
110 B	Huiles fixes pures ayant subi l'hydrogénation.	136	Charbon de bois et de chènevottes.
110 bis	Huiles fixes cuites ou oxydées.	138 A, B	Bois exotiques et buis.
111	Huiles fixes aromatisées.	139 et 140	Coton.
111 bis A	Graisses végétales alimentaires.	141	Déchets de coton. Déchets de fils de coton, etc.
111 bis B	Graisses végétales destinées à la fabrication des graisses alimentaires.	141 bis	Lin.
111 ter	Huiles et graisses végétales, animales ou de poisson, sulfonées.	142	Chanvre.
112-5	Huiles volatiles ou essences (2) : — d'eucalyptus.	142 bis	Jute.
Ex. 112-7	— de cannelle de Ceylan, de cèdre, de chenopodium, de coriandre, de menthe, de niaouli, de santal, de thym.	143	Phormium tenax, abaca, aloès et autres végétaux filamenteux non dénommés (sisal, etc.).
112-9	Menthol.	144	Fibres de coco (même tordues).
112-10	Thymol.	145-3	Ecorces à tan, moulues ou non.
114	Gommes à l'état naturel.	154	Houblon (y compris les déchets de houblon).
115-1	Gemmes, térébenthines, résines, colophanes, poix, pains de résine, brais et tous autres produits résineux indigènes.	160	Betteraves.
115-2 et 3	Résinates.	162	Racines de chicorée.
115-4	Gommes et ambres fondus, gommes-éthers, produits résineux fondus ou précipités, succédanés d'ambre ou de copal et tous produits résineux artificiellement préparés, à l'exclusion des résines synthétiques genre bakélite, Albertol, Plastose, provenant de la condensation des aldéhydes avec des phénols, des amines, des amides, etc.	163	Fourrages.
116	Essence de térébenthine.	164	Paille de millet à balais.
118	Campêre.	164 ter	Pailles de céréales nettoyées, blanchies ou teintées, avec ou sans épis.
119-1	Balata, gutta-percha, bruts ou refondus en masse.	164 quater	Sons de toutes sortes de grains.
119-2	Caoutchouc brut ou refondu en masse (y compris le caoutchouc régénéré et l'ébonite en masse).	165	Tourteaux de graines oléagineuses, amurcas et grignons d'olives.
119-3 et 4	Latex liquide et concentré.	166	Tourteaux.
119-5 et 6	Déchets de vieux ouvrages en caoutchouc et déchets de caoutchouc manufacturé.	166 bis	Drilles, y compris les vieux cordages, goudronnés ou non, les chiffons de fibre végétale et tous articles similaires ne pouvant servir que pour la fabrication du papier; chiffons de laine, vieux, non carbonisés; chutes et rognures de tissus de rayonne pure ou mélangée d'autres matières en proportion quelconque.
123	Opium.	167	Pâtes de cellulose.
126 bis. Ex. 1	Fleurs de camomille.	168	Alcool éthylique autre que l'eau-de-vie.
126 bis 3 et 4	Fleurs de tilleul.	174 Ex. 5, Ex. 6	Pierres gemmes brutes.
126 ter 2	Ecorces de quinquina.	Ex. 175 ter	

(2) Les huiles volatiles ou essences des catégories dont la sortie reste prohibée peuvent être exportées sans licence lorsqu'elles sont mélangées d'autres essences ou produits divers.

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
Ex. 179 <i>ter</i> B	Amiante; phosphate de chaux, mica en morceaux, cryolithe naturelle, globertite (carbonate de magnésie natif), spath fluor.	212	Fils de fer et d'acier.
189	Soufre.	212 <i>bis</i>	Laine et paille de fer ou d'acier.
190	Houille.	213	Rails de fer ou d'acier ordinaire ou spécial.
191	Graphite ou plombagine.	214	Roues, bandages et centres de roues en fer ou en acier.
192	Goudron minéral, provenant de la distillation de la houille.	215 à 217	Essieux en fer ou acier.
193	Bitumes et asphaltes.	218	Limailles et battitures de fer.
193 <i>bis</i>	Carreaux, pavés et dalles en asphalte comprimé.	219	Chutes, ferrailles, ouvrages usagés de fonte, de fer ou d'acier ou débris de ces ouvrages pouvant être utilisés pour la refonte.
194	Cire minérale ou ozokérite.	219 <i>bis</i>	Déchets de fer étamé de 5 millimètres d'épaisseur au plus.
196 <i>bis</i>	Schistes bitumineux.	220	Mâchefer et scories de forge.
197	Huiles minérales brutes.	221 A à 221 E	Cuivre.
197 <i>bis</i>	Essences.	222	Plomb.
167 <i>ter</i> A à 167 <i>ter</i> C	Huiles raffinées.	223	Étain.
198 B et 198 C	Huiles lourdes autres.	223 <i>bis</i>	Claire d'étain, etc.
198 <i>bis</i>	Gas oils.	223 <i>ter</i>	Métal antifricition, etc.
198 <i>ter</i>	Fuel oils.	224	Zinc.
198 <i>quater</i>	Road oils et brais mous.	225	Nickel.
198 <i>quinquies</i>	Brais durs.	225 <i>bis</i>	Bandes, rubans et fils, etc.
198 <i>sexies</i>	Coke de pétrole.	226	Mercure natif.
198 <i>septies</i>	Gaz de pétrole, butane, propane et similaires, à l'état liquide ou gazeux.	227	Antimoine.
199	Paraffine.	229	Cadmium.
199 <i>bis</i>	Vaseline.	230	Bismuth.
199 <i>ter</i>	Cire de lignite.	231	Manganèse (minerai).
199 <i>quater</i>	Graisses industrielles, préparées à base d'huiles de pétrole, de brais de pétrole, de bitumes naturels, d'asphaltes, de brais stéariques ou de brais de suint et d'autres produits saponifiables ou saponifiés, quelles que soient les proportions du mélange.	232	Cobalt.
Ex. 200 1-2-3-4-5	Platine.	Ex. 233	Minerais de chrome, de molybdène, de tungstène, de vanadium, de cérium, de titane, de zirconium, de béryllium.
203	Aluminium.	01	Acide arsénieux.
204	Minerai de fer.	02	Arséniate de cuivre.
205 A	Fonte ordinaire de moulage ou d'affinage.	07 à 09	Acide nitrique.
205 B	Fonte hématite, etc.	010	Acide sulfonitrique.
205 C	Fonte spiegel.	017	Chlorhydrate d'ammoniaque.
205 <i>bis</i> A à 205 <i>bis</i> I	Ferro-alliages.	019 et 020	Sulfate d'ammoniaque.
206	Fers et aciers bruts en lingots.	020 <i>bis</i>	Phosphate d'ammoniaque.
207	Fer ou acier laminé ou forgé en blooms, billettes et barres.	020 <i>ter</i>	Nitrate d'ammoniaque.
207 <i>bis</i>	Fer ou acier laminé ou forgé en barres de 3 millimètres ou moins dans leurs parties les plus minces, moulures unies ou ornées, fer à relief intermittent.	020 <i>quater</i>	Carbonate et bicarbonate d'ammoniaque.
207 <i>ter</i>	Acier fin pour outils.	021-022	Sels ammoniacaux autres.
207 <i>quater</i>	Aciers spéciaux.	024	Acide borique naturel, etc.
et 207 <i>quinquies</i>		030	Brome.
208	Fer ou acier machine.	Ex. 031	Bromures de potassium et de sodium.
209, 209 <i>bis</i> A et 209 <i>bis</i> B	Feuillards en fer ou en acier.	043	Chlore liquéfié.
210	Tôles planes de fer ou d'acier.	046	Chlorate de baryte.
210 <i>bis</i>	Tôles planes d'acier au nickel, découpées ou non.	046 <i>bis</i>	Chlorate de potasse.
210 <i>ter</i>	Bandes laminées à chaud, dites larges-plats, etc.	046 <i>ter</i>	Chlorate de soude.
211	Fer étamé (fer-blanc), cuivré, plombé ou zingué.	047	Perchlorates.
		048	Chlorure de chaux.
		050	Hypochlorites autres.
		053	Cryolithe artificielle.
		055	Iode brut.
		056	Iode raffiné.
		Ex. 057	Iodures de potassium et de sodium.
		059	Oxygène comprimé et liquéfié.
		060	Eau oxygénée.
		061	Péroxyde de sodium.
		062-1	Phosphore blanc.
		073	Acide sulfurique.
		074 <i>bis</i> 1	Hydrosulfites de soude.

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
083	Alumine anhydre.	0346	Atropine et ses sels.
095	Sels d'or et de platine.	0347	Caféine et ses sels.
097	Ecrans aux platinocyanures.	0349	Cocaïne brute.
0101 bis	Sulfate naturel de baryum.	0350	Cocaïne pure et ses sels.
0104	Carbonate, nitrate et salicylate de bismuth.	0351	Codéine et ses sels.
Ex. 0110	Tartrate de chaux.	0353	Digitaline.
0111	Acide chromique.	0354	Emétine et ses sels.
0112	Chromate de baryte.	0355	Esérine et ses sels.
0113	Chromate de zinc.	0356	Glycyrrhizine et glycyrrhizate d'ammoniaque.
0114	Chromates et bichromates de potasse.	0358	Morphine et ses sels.
0114 bis	Chromates et bichromates de soude.	0360	Nicotine.
0115	Chromates et bichromates autres.	0363	Pepsine, présure, etc.
0115 bis	Aluns de chrome.	0364	Pilocarpine et ses sels.
0116	Oxydes de chrome.	0367	Quinine et ses sels.
0134	Magnésium, etc.	0368	Santonine.
0135	Magnésie.	0369	Spartéine et ses sels.
0136	Carbonate de magnésie artificiel.	0370	Strychnine et ses sels.
0158	Chlorure de potassium.	0371	Théobromine et ses sels.
0159	Sulfate de potasse.	0372	Vératrine.
0162	Cendres de varech.	0375	Celluloid (y compris l'ivoire et l'écaillage factices).
0171	Radium; produits radifères; produits pharmaceutiques à base de substances radifères, etc.	0377	Extraits de sumac, etc.
0179	Huiles légères de houille brutes.	0378	Extraits de quebracho.
0179 bis	Bases pyridiques et leurs sels, etc.	0379	Engrais phosphatés.
0180 A	Benzols, toluols, xylols, etc.	0380	Engrais azotés.
0180 B	Carbures benzéniques purs, benzène (benzine cristallisable), toluène, etc.	0380 bis	Produits opothérapiques ou extraits d'organes.
0180 C	Orthoxylène pur, matéxylène pur, paraxylène.	Ex. 0381	Produits chimiques non dénommés à l'exception des plombages dentaires formés d'oxyde de fer et de magnésie, de talc, d'oxyde de zinc, etc.
0180 D	Phénols et crésols bruts.	0381 bis	Dérivés du glycol; éthylène glycol (irgasol).
0180 E	Naphtaline.	300 bis	Charbons activés.
0180 F	Anthracène.	Ex. 302 A	Electrodes autres que pour piles.
0180 G	Fluorène; acénaphène, etc.	312	Savons autres que ceux de parfumerie.
0180 H	Dérivés hydrogénés des produits de la distillation de la houille, purs ou mélangés.	315 bis	Sérums, vaccins, etc.
0180 I	Huiles lourdes, etc.	315 quater	Cordes en boyau ou imitation boyau en soie, etc., dites « catgut » pour usages chirurgicaux.
0180 J	Brai de goudron de houille.	Ex. 317	Chicorée brûlée ou moulue (à l'exception des succédanés de la chicorée, constitués de produits grillés ou torréfiés, tels que l'orge ou autres céréales ou grains, les farines, le malt, les glands, ne contenant pas de café).
0180 K	Désinfectants provenant de la saponification des crésols bruts.	318	Amidons (bruts ou imparfaits et autres, liquides, en pâte ou autrement), non parfumés.
0183	Chloroforme.	319	Fécules de pommes de terre ou féculs indigènes.
0187	Chlorure d'éthyle.	319 bis	Tapiocas.
0194, 0195 et 0195 bis	Alcool méthylique.	327	Caséine pure ou combinée avec les alcalis à l'état solide ou à l'état de dissolution.
0196	Glycérine.	357	Verres d'optique.
0215	Acide tartrique.	Ex. 362	Seringues en verre.
0216	Tartrates de potasse (lie de vin, tartre pur, cristaux de tartre, tartre neutre de potasse), tartrate de potasse et de soude.	Ex. 363 A et ex. 363 C	Fils de lin purs non polis en écheveaux simples ou retors, écrus, blanchis, crévés ou teints.
0263	Acides phéniques cristallisés et neige; crésols bruts et purs contenant plus de 50 p. 100 d'un des isomères.	368 A à L	Fils de coton pur, simples, non préparés pour la vente au détail.
0266 bis	Trinitrophénols (acide picrique) et trinitroxylols.		
0287	Acides nitro et amidosalicyliques, acide et anhydride phthaliques.		
Ex. 0311 ter	Diphénylamine.		
0336 bis	Diamidodiphénylurée, diamidodiphénylthiourée et leurs dérivés sulfoniques, etc.		
0343	Aconitine et ses sels.		
0344	Adrénaline et ses sels.		

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
369 A à M	Fils de coton pur, retors, non préparés pour la vente au détail.	488, 488 bis, 489, 489 bis	Articles industriels, pièces détachées et organes en cuir naturel, avec ou sans parties en cuir artificiel ou en simili cuir.
370	Fils de coton pur : chaînes ourdies.	Ex. 495 A	Instruments de chirurgie en métaux précieux.
Ex. 371	Fils de coton mélangé non préparés pour la vente au détail.	Ex. 519 bis	Métiers à tulle, à dentelle, à guipure, y compris les métiers à tirettes à un ou plusieurs fils, usagés.
372 A à E	Fils de laine pure peignée, y compris les fils dits mixtes.	Ex. 524 bis J	Ampoules radiologiques.
373 A à D	Fils de laine pure cardée.	525 A à E et 525 G à I	Machines-outils, à l'exception de celles pour le travail du bois.
374	Fils de laine pure, peignée ou cardée, retors, préparés pour la vente au détail.	532 bis	Cylindres de laminaires bruts.
375	Fils de laine mélangée.	533 septies A à F	Roulements annulaires, etc.
379	Fils de bourre de soie (schappe).	535 ter A, B, C	Fils, câbles et cordons pour l'électricité.
Ex. 380	Soies grèges.	Ex 537	Outils en fonte, en fer ou en acier dont le diamant constitue la partie travaillante.
381	Fils de bourrette de soie (fils de déchets de bourre de soie).	561 bis	Ronces artificielles.
394 à 397	Tissus de jute.	567 et 567 bis	Tubes en fer ou en acier.
Ex. 398	Sacs neufs ou usagés en tissus de jute exportés vides.	567 ter	Récipients ou réservoirs en fer ou en acier pour gaz comprimés ou liquéfiés. Récipients ou réservoirs, etc., en fer ou en acier monobloc forgés, sans soudure ou soudés.
405 bis	Bandes de coton pour pansements.	568 B	Réservoirs, foudres, cuves en fer, acier ou fonte aciérée; fûts, tonneaux ou tonnelets en fer ou en acier ou en tôle de fer ou d'acier, etc.
411 bis	Crêpes de santé.	572	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : chaudronnerie.
Ex. 433 et ex. 454	Tissus de soie, de bourre de soie (schappe), rayonne, etc., originaires des pays d'Extrême-Orient : pongée, corah, tussah ou tussor de soie pure, façon toile, sergé ou croisé, habutai et similaires, schantung, honan, assan et autres, etc.	Ex. 572 bis E	Outils en cuivre dont le diamant constitue la partie travaillante.
459 A 1 à 3	Films et pellicules sensibilisés sur les deux faces pour la radiographie et autres usages.	576 ter	Accumulateurs électriques, etc.
461 quater B 6 et 7	Peaux seulement tannées, sans aucun travail de corroierie ou de teinture autre que les peaux pour semelles reprises au n° 476 B ci-après.	576 quater	Piles électriques.
476 A	Peaux seulement tannées, sans aucun travail de corroierie ou de teinture : peaux pour semelles même lissées, cylindrées ou battues.	577 3 et 4	Tubes en étain pur ou allié pour l'emballage des couleurs et autres produits (1).
476 B	Peaux corroyées autres, traitées au suif, au dégras, cirées, de couleur naturelle, colorées, chagrinées, gaufrées, grainées, lustrées, imprimées, maroquinées, mates, noircies, peintes, quadrillées, teintées, etc. : — Vaches, vachettes, bœufs, taureaux, buffles, chevaux, ânes, mulets et grandes peaux autres que celles reprises au n° 476 ter C, croûtes, flancs et dépouilles.	579 A ex. 1 et ex. 2	Couverts de table (cuillers, fourchettes, louches, manches à couteaux non montés) autres qu'en métaux nickelés.
476 ter A	— Chèvres et chevreaux, moutons et agneaux, veaux, y compris les croûtes, collèts, flancs et dépouilles provenant desdits animaux.	579 B ex. 1 et ex. 2	Orfèvrerie de table, d'ameublement, d'ornement, de toilette, etc., vaisselle de table autres qu'en métaux nickelés.
476 ter B	Parties de chaussures autres qu'en caoutchouc ou en tissu caoutchouté.	Ex. 579 C	Autres objets en nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié non dénommés ni classés ailleurs (1).
479		579 bis C	Ouvrages en aluminium, ou en plaqué d'aluminium, y compris le bronze d'aluminium à plus de 20 p. 100 d'aluminium : — Câbles et fils retors, non isolés, même avec d'autre métal moins imposé.

(1) A l'exception des contenants, emballages (intérieurs ou extérieurs) et conditionnement des marchandises exportées, pourvu qu'ils répondent aux usages loyaux et courants du commerce.

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
579 bis D	— Objets coulés, estampés ou forgés bruts, pièces mécaniques à l'état brut ou seulement ébarbé et autres objets dans le même état.	634-2	— Pièces détachées brutes ou travaillées des instruments ci-dessus autres que les verres d'optique, mais y compris les bâtis de télescopes, etc.
579 bis F	— Réservoirs, récipients, foudres, cuves d'une contenance supérieure à 40 hectolitres et leurs parties séparées.	634-3	— Objectifs et oculaires importés avec les instruments même montés sur lesdits instruments ou importés séparément.
579 bis G	— Réservoirs, foudres, cuves, chaudières ainsi que leurs pièces détachées et supports, à l'exception des articles repris au n° 579 bis F ci-dessus.	634 bis 1	Instruments d'arpentage, de nivellement, de levée de plans : — Instruments proprement dits, équerres d'arpenteurs, niveaux d'eau à bulle d'air simples, boussoles ordinaires, alidades simples.
579 bis H	— Armatures pour hauts fourneaux, tuyères à vent, boîtes pour tuyères à vent, tuyères à laitier, boîtes pour tuyères à laitier, vannes à air chaud, anneaux de vannes.	634 bis 2	— Pièces détachées brutes ou travaillées des instruments ci-dessus.
Ex. 579 bis I	— Autres objets (1).	634 bis 3 à 5	— Instruments accessoires : planchettes, chaînes, jalons, mires, pieds, etc.
Ex. 600-2	Planches, planchettes et panneaux manifestement destinés à la fabrication de caisses et caissettes d'emballage, en sapin ou bois tendre.	634 bis 6 à 8	— Pièces détachées brutes ou autres des instruments et accessoires ci-dessus.
Ex. 603 quater A	Feuilles et feuillets de placage de bouleau.		Instruments de mesurage, de vérification et de calibrage : — Thermomètres avec ou sans monture, à graduation centigrade ou autre, ainsi que leurs pièces détachées :
Ex. 603 quater B	Placages et contreplacages : a) De bouleau, quelle qu'en soit l'épaisseur ; b) De toutes autres essences, d'une épaisseur égale ou inférieure à 2 m/m 5.	634 ter B 1 634 ter B 2 634 ter B 4	— — Médicaux ou vétérinaires. — — Autres.
Ex. 603 quater C	Bois de fusils et de toutes autres armes à feu ébauchés ou finis, d'une épaisseur supérieure à 35 millimètres. — Caisses et caissettes d'emballage vides.	Ex. 634 ter B 5	— Machines à diviser la ligne droite et courbe et leurs pièces détachées, brutes ou autres.
Ex. 614-9 et 13	Wagons-réservoirs métalliques.		— Calibres, jauges, ferromètres, interferromètres et tous instruments pour les mesures d'angle ou d'épaisseur, à l'exception des pieds à coulisses et des palmers, pièces détachées brutes ou autres de ces instruments.
Ex. 614 ter A 14	Voitures automobiles carrossées pour le transport des marchandises, pesant par unité de 2.500 kilogrammes inclus à 6.000 kilogrammes inclus.	Ex. 634 ter B 7	Autres instruments de mesurage, de vérification et de calibrage et leurs pièces détachées brutes ou autres (à l'exception des mètres en toile cirée ou autre tissu, même avec extrémité en métal commun nickelé ou non, celluloïd, etc.).
Ex. 614 ter A 15	Châssis non carrossés pour le transport des marchandises pesant de 1.500 kilogrammes inclus à 5.500 kilogrammes inclus.		Instruments de précision : — Baromètres à mercure avec ou sans monture.
615	Bâtiments de mer.	634 ter C-1	— Baromètres métalliques de laboratoire, avec ou sans thermomètre ou monture.
620 G 6	Poudre d'ébonite.	634 ter C-2	— Baromètres altimétriques de poche ou autres.
620 bis A	Ouvrages en amiante.		
620 ter	Mica en feuilles ou plaques ; objets en mica, etc.		
	Instruments d'astronomie et de cosmographie :		
634-1	— Télescopes, lunettes astronomiques, méridiennes, équatoriaux, avec ou sans bâtis.	634 ter C-4	

(1) A l'exception des contenants, emballages (intérieurs ou extérieurs) et conditionnement des marchandises exportées, pourvu qu'ils répondent aux usages loyaux et courants du commerce.

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES PRODUITS
634 <i>ter</i> C-5	— Pièces détachées, brutes ou autres, des appareils ci-dessus, cadrans, boîtes, encadrements ou autres.	634 <i>quater</i> B	Appareils de géodésie, de topographie, de mesure d'angle, etc.
	Instruments de démonstration et d'essais :	635 A, B, C Ex. 635 <i>ter</i>	Instruments d'observation et d'optique. Appareils et instruments employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire, à l'exception :
634 <i>quater</i> A 3	— Appareils et instruments pour essais de poudre et d'explosifs, etc.		1 ^o Des bandages herniaires et ombilicaux en caoutchouc, tissu élastique, etc., avec ou sans ressort;
634 <i>quater</i> A 4	— Pièces détachées brutes ou autres desdits appareils.		2 ^o Des sondes en gomme ou en caoutchouc.
634 <i>quater</i> A 6	— Objectifs, oculaires, etc.	648 <i>ter</i> B	Cerium, ferro-cerium, etc.
634 <i>quater</i> A 7	— Appareils à lecture directe ou enregistreurs pour la mesure des pressions, etc.		

L'article 2 du décret du 12 septembre 1939 est modifié comme suit :

« Des dérogations à la prohibition d'exportation prévue à l'article 1^{er} pourront être autorisées par le ministre du commerce et de l'industrie.

« Le ministre du commerce et de l'industrie pourra déléguer ses pouvoirs :

« a) Au ministre des travaux publics (direction générale des mines) en ce qui concerne les produits ci-après :

« 190. — Houille.

« 203-1. — Minerai d'aluminium.

« 204. — Minerai de fer.

« 0180 J. — Brais de goudron de houille.

« Brais durs à base de houille;

« b) Au ministre des travaux publics (direction des carburants), en ce qui concerne les produits pétroliers, y compris les brais durs à base de pétrole;

« c) Au gouverneur général, en ce qui concerne les produits exportés d'Algérie ».

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'armement, le ministre de l'agriculture, le ministre du ravitaillement, le ministre des travaux publics, le ministre du blocus et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 30 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Louis ROLLIN.

*Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'armement,
Raoul DAUTRY.

Le ministre de l'agriculture,
Paul THELLIER.

Le ministre du ravitaillement,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre du blocus,
Georges MONNET.

Le ministre des finances,
Lucien LAMOUREUX.

Transports maritimes

ARRETE N° 264 promulguant au Togo le décret du 1^{er} mai 1940 appliquant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les décrets des 18 et 20 novembre 1939 relatifs à la sécurité des transports maritimes et à la sécurité intérieure des navires de la flotte commerciale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires, dans les territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole, promulgué au Togo le 3 avril 1937;

Vu le décret du 1^{er} mai 1940 appliquant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les décrets des 18 et 20 novembre 1939 relatifs à la sécurité des transports maritimes et à la sécurité intérieure des navires de la flotte commerciale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du premier mai 1940 appliquant aux colonies,

pays de protectorat, et territoires sous mandat les décrets des 18 et 20 novembre 1939 relatifs à la sécurité des transports maritimes et à la sécurité intérieure des navires de la flotte commerciale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 16 juin 1933 portant révision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires, ainsi que les décrets rendus pour son application tant dans la métropole que dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 18 novembre 1939 sur la sécurité des transports maritimes;

Vu le décret du 20 novembre 1939 sur la sécurité intérieure des navires de la flotte commerciale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, les décrets du 18 et du 20 novembre 1939, tant pour les navires immatriculés dans la métropole que pour ceux immatriculés dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* des colonies et inséré au *Bulletin officiel* des ministères des colonies et de la marine marchande.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine marchande,

A. RIO.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir textes des décrets des 18 et 20 novembre 1939 au J. O. R. F. du 24 novembre 1939 — pages 13.346 et 13.352).

Incorporation des naturalisés

ARRETE N° 259 promulguant au Togo le décret du 10 mai 1940 appliquant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 relatif à l'incorporation des naturalisés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo le 7 août 1929;

Vu le décret du 10 mai 1940 appliquant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 mai 1940 appliquant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 relatif à l'incorporation des naturalisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et des ministres de la défense nationale et de la guerre et des colonies;

Vu le décret-loi du 9 avril 1940 relatif à l'incorporation des naturalisés;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 9 avril 1940 relatif à l'incorporation des naturalisés sont applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et les ministres de la défense nationale et de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des divers territoires intéressés et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 10 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

ministre des affaires étrangères,

Paul REYNAUD.

*Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir texte du décret-loi susvisé du 9 avril 1940 au J. O. R. F. du 20 avril 1940 — page 2858).

**Délai de rapatriement des fonctionnaires licenciés
ou admis à la retraite dans les colonies**

RECTIFICATIF au Journal officiel de la République française du 12 avril 1940 : page 2690, 3^e colonne.

Ajouter :

A l'alinéa B un alinéa ainsi conçu :

« Toutefois, les officiers et sous-officiers de carrière admis sur leur demande à la retraite, en cours de séjour colonial n'auront droit au passage gratuit de retour que s'ils ont accompli au moment où ils sont rendus à la vie civile, la moitié au moins de la durée de séjour fixé pour le territoire où ils sont en service » ;

A l'alinéa C, les termes ci-après :

« Sous réserve en ce qui concerne les officiers et sous-officiers de carrière admis à la retraite sur leur demande en cours de séjour colonial qu'ils aient accompli la durée minima de séjour indiquée au troisième alinéa du paragraphe B ».

(Décret du 10 avril 1940 promulgué au Togo le 30 avril 1940 — J. O. T. du 1^{er} mai 1940 — page 268).

Encouragement à la culture du sisal

RECTIFICATIF au Journal officiel de la République française du 21 avril 1940 : page 2913, 2^e colonne, article 1^{er}, I. — B.

Au lieu de :

« I. — B. — Des prêts sans intérêt de 300 francs par hectolitre »,

Lire :

« I. — B. — Des prêts sans intérêt de 300 francs par hectare ».

(Décret du 18 avril 1940 promulgué au Togo le 30 avril 1940 — J. O. T. du 1^{er} mai 1940 — page 272).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

**Pensions de retraite des agents des Forces de police
du Togo**

ARRETE N° 208 complétant l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 relatif aux allocations de retraite et gratification de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 relatif aux allocations de retraite et gratification de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo, ensemble tous les actes qui l'ont modifié ou complété ;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 avril 1940 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du 20 février 1937 est ainsi complété :

« Art. 20 bis. — *Dispositions transitoires.* — Les gardes indigènes, miliciens et agents de police qui ont cessé d'appartenir à l'administration pour infirmités, fin de contrat ou ancienneté, antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté, pourront, s'ils réunissaient les droits à l'allocation de retraite ou à la gratification de réforme au moment de leur radiation des contrôles, être admis au bénéfice des dispositions du présent arrêté.

Cette mesure n'est pas applicable à ceux de ces agents qui ont été rayés des contrôles pour indiscipline, mauvaise manière de servir ou à la suite de démission.

Les demandes d'allocation de retraites ou de gratifications de réforme devront être formulées dans le délai de un an à partir de la publication du présent arrêté ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1940.

L. MONTAGNÉ.

Personnel européen de la police

ARRETE N° 241 fixant les effectifs du personnel européen du cadre de la police du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 1937, fixant les effectifs du personnel européen en service au Togo, modifié par celui du 3 mai 1939 en ce qui concerne le personnel de la police du Togo ;

Vu la lettre-avion n° 300/A. P. du 20 avril 1940 du ministre des colonies ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'effectif maximum par grade du personnel européen de la police en service au Togo est fixé comme suit :

Commissaires et inspecteurs	2
Commissaires-adjoints et inspecteurs-adjoints	3
Total	5

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Circulation nocturne

ARRETE N° 244 réglementant la circulation nocturne dans la ville de Lomé des Togolais âgés de moins de seize ans.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Attendu que la fréquence des vols nocturnes perpétrés ou tentés par de jeunes malfaiteurs nécessite l'adoption de mesures destinées à protéger la propriété privée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite, sauf circonstances exceptionnelles, entre 21 heures et 5 heures 30 dans le centre urbain de Lomé la circulation des jeunes Togolais âgés de moins de seize ans.

ART. 2. — En cas de nécessité, ces derniers pourront être autorisés à circuler jusqu'à minuit à la condition :

- 1^o — D'être porteurs d'un luminaire;
- 2^o — D'être munis d'une autorisation spéciale délivrée soit par leur chef de quartier, soit par leur employeur européen.

ART. 3. — Ne sont pas considérés comme luminaires les lanternes sourdes, les appareils d'éclairage de poche ou tout autre allumage instantané.

ART. 4. — Est interdit également aux jeunes Togolais âgés de moins de seize ans l'accès des salles de projection de films cinématographiques s'ils ne sont pas accompagnés d'une personne répondant d'eux.

ART. 5. — Une liste nominative sera établie et tenue à jour par l'Administrateur-Maire concernant les jeunes Togolais visés plus haut résidant à Lomé et dont les parents sont domiciliés hors de la ville.

Les déclarations de résidence en question devront être remises à la Mairie dans le délai de huit jours à compter de la date du présent arrêté.

ART. 6. — Les infractions au présent arrêté sont passibles des peines de simple police si le contrevenant est exempt des peines de l'indigénat, et de punitions disciplinaires dans le cas contraire.

ART. — L'Administrateur-Maire de la ville de Lomé et le Commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Enseignement

ARRETE N° 252 fixant le taux d'allocations journalières de nourriture et d'entretien des élèves des internats de l'école professionnelle de Sokodé et du cours supérieur d'Atakpamé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 15 mars 1939 organisant l'école professionnelle de Sokodé, notamment son article 7;

Vu l'arrêté n° 144 du 12 mars 1937 organisant l'internat du cours supérieur d'Atakpamé;

Vu les prévisions budgétaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant des allocations journalières de nourriture et d'entretien des internats

de l'école professionnelle de Sokodé et du cours supérieur d'Atakpamé est fixé comme suit :

Nourriture 2 francs.
Entretien 1 franc.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 15 mai 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Circulation nocturne

ARRETE N° 256 modifiant l'arrêté n° 244 du 12 mai 1940 réglementant la circulation nocturne dans la ville de Lomé des Togolais âgés de moins de seize ans.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 244 du 12 mai 1940 réglementant la circulation nocturne dans la ville de Lomé des Togolais âgés de moins de seize ans;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 244 du 12 mai 1940 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Est interdit également aux jeunes Togolais âgés de moins de seize ans l'accès des salles de projection de films cinématographiques, des salles de spectacles et des dancings, s'ils ne sont pas accompagnés d'une personne répondant d'eux ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Régime pénitentiaire

Condamnés mineurs de droit commun

ARRETE N° 257 réglementant la détention des condamnés mineurs âgés de moins de seize ans.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo, notamment en son article 40;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les condamnés de droit commun âgés de moins de seize ans seront envoyés, par décision du Commissaire de la République, dans l'un

des deux centres de rééducation ci-après désignés, pour y purger leur peine :

- 1^o — Ecole professionnelle de Sokodé.
- 2^o — Station agricole Despalanges (Subdivision de Sokodé).

Dans ces deux centres ils seront employés aux divers travaux qui sont confiés habituellement soit aux élèves, en ce qui concerne l'école professionnelle, soit aux manœuvres, en ce qui concerne la station agricole.

ART. 2. — Ils seront soumis au même régime pour l'alimentation, l'habillement et le couchage que les détenus ordinaires et les agents chargés de la direction des deux établissements susvisés devront se conformer, quant à leur administration, aux prescriptions de l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933.

ART. 3. — Les jeunes détenus qui se seront signalés par une conduite exemplaire et leur assiduité au travail pourront à l'expiration de leur peine, toucher une prime de travail dont le montant sera proposé par le chef de la station.

Ils pourront en outre bénéficier d'amélioration dans leur régime (plus forte ration, repos plus fréquents, autorisation de recevoir la visite de leur famille, etc.).

Dans le cas contraire, si le jeune détenu fait montre d'indiscipline, de mauvaise volonté manifeste ou de paresse le chef de station peut proposer son renvoi dans les locaux pénitentiaires du cercle où il a été condamné.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Stockage des produits de pétrole, dérivés et résidus au Togo

ARRETE N° 258 modifiant l'arrêté n° 126 en date du 28 février 1934 et édictant des dispositions nouvelles sur le stockage des produits de pétrole, dérivés et résidus au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 14 décembre 1927, promulgué au Togo par arrêté du 2 février 1928, réglementant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 déterminant les conditions d'application du décret du 14 décembre 1927; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 au sujet des établissements dangereux, incommodes et insalubres de la 3^e catégorie;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 relatif aux conditions que doivent remplir les réservoirs souterrains dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables pour pouvoir bénéficier des dispositions prévues aux numéros 98 et 99 de la nomenclature annexée à l'arrêté susvisé du 23 juin 1928 portant classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1928 créant un service d'inspection des établissements classés;

Vu l'arrêté du 22 août 1928 fixant les conditions générales imposées dans l'intérêt de la salubrité publique aux dépôts d'hydrocarbures liquides de la 1^{re} et de la 2^e catégorie;

Vu l'arrêté n° 110 du 16 février 1934 rapportant l'arrêté n° 419 du 26 juillet 1933 portant par erreur promulgation du décret du 10 mai 1933;

Vu le décret du 10 mai 1933 relatif aux dépôts d'hydrocarbures et de leurs dérivés; ensemble le décret du 26 novembre 1939 le modifiant;

Vu l'arrêté n° 126 du 28 février 1934 déterminant les conditions d'application au Togo du décret du 10 mai 1933 (publié au journal officiel du Togo, page 192);

Vu la circulaire ministérielle n° 13.000 en date du 16 décembre 1939;

Après approbation du ministre des colonies (radiotélégramme officiel n° 37 du 13 mai 1940);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 126 en date du 28 février 1934 susvisé est modifié de la façon suivante :

Art. 3. — « Aucune autorisation d'agrandissement de dépôt ne peut être utilement examinée si le titulaire du dépôt primitif n'a constitué pour celui-ci le stock de réserve réglementaire, ou s'il ne fournit la preuve que toutes les dispositions sont prises en vue de permettre l'augmentation du stock proportionnellement à l'agrandissement projeté, à moins que la demande d'agrandissement ait précisément pour objet de permettre de constituer le dit stock réglementaire. Cette condition remplie, si la contenance du dépôt doit, par le fait des agrandissements, dépasser 400 mètres cubes, l'autorisation ne peut être accordée qu'après examen dans les formes prévues par le décret du 26 novembre 1939, modifiant le décret du 10 mai 1933 ».

Art. 4. — « Si un particulier ou une société demande à installer dans une même localité deux ou plusieurs dépôts rapprochés l'un de l'autre, ayant une même direction, et d'une contenance inférieure pour chacun à 400 mètres cubes, mais dont l'ensemble dépasse cette contenance l'autorisation ne peut également être accordée qu'après examen dans les formes prévues à l'article précédent ».

Art. 5. — « L'autorisation d'agrandir un dépôt (ou un ensemble de dépôts) ayant plus de 400 mètres cubes de capacité pour lequel la commission interministérielle a été antérieurement consultée, ne peut être accordée qu'après nouvel examen dans les formes prévues par le décret du 26 novembre 1939 ».

Art. 6. — « Les particuliers ou sociétés, propriétaires de plusieurs dépôts peuvent être autorisés, par le Commissaire de la République, à rassembler en un stock unique les réserves de chacun de ces dépôts à condition qu'il soit situé dans une zone éloignée d'au moins dix kilomètres du bord de mer ».

Art. 9. — « Les particuliers ou sociétés propriétaires de dépôts situés à proximité du bord de mer c'est-à-dire distants de moins de dix kilomètres du rivage doivent obligatoirement posséder en dehors de cette zone, un ou plusieurs dépôts d'une contenance au moins égale à 50% de la contenance des dépôts situés dans la zone maritime.

Entreront en ligne de compte les dépôts tels que magasins et entrepôts en vue de la revente en gros.

ou au détail ouverts en application de l'arrêté du 23 juin 1928 relatif aux établissements dangereux, insalubres et incommodes de la 3^e catégorie.

Les particuliers ou sociétés dont les dépôts n'obéiraient pas à la règle édictée dans le présent article seront tenus de s'y conformer dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Arrêté sur l'exercice des réquisitions militaires au Togo

ARRETE N° 265 relatif à l'application dans le territoire du Togo de la loi du 3 juillet 1877 et lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le mandat sur le Togo approuvé par le conseil de la Société des Nations, le 20 juillet 1922;

Vu le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de certaines dispositions de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, promulgué au Togo par arrêté n° 124 du 21 février 1939;

Vu la lettre n° 2.201/D. N. du 24 octobre 1939 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — *Ouverture du droit de réquisition.*

Le droit de requérir au titre de la loi de 1877 et des lois subséquentes est ouvert par le Commissaire de la République en cas de rassemblement de troupes, appelées à assurer la défense du territoire, par un arrêté fixant la date de l'ouverture de ce droit et la portion du territoire sur laquelle l'exercice des réquisitions est autorisé.

Les actes du Commissaire de la République ouvrant le droit de réquisition sont publiés dans les cercles et les subdivisions intéressés.

ARTICLE 2. — *Exercice du droit de réquisition.*

Outre le Commissaire de la République, sont qualifiés pour exercer les réquisitions dans les conditions fixées à l'article premier :

1^o — Le général commandant supérieur des troupes sur toute l'étendue du territoire délimité par l'arrêté du Commissaire de la République;

2^o — Le commandant militaire du Dahomey-Togo dans la portion du territoire délimité par l'arrêté du Commissaire de la République;

3^o — Le commandant de la marine en Afrique occidentale française dans les conditions prévues au titre VII de l'arrêté du 2 août 1877, sur toute l'étendue de son commandement définie comme suit :

Eaux territoriales et eaux intérieures;

Etablissements, ateliers; nécessaires à la réparation, à l'aménagement des bâtiments de guerre; aéronefs de l'armée de mer, bâtiments de la flotte auxiliaire faisant escale dans le port de Lomé.

4^o — Le commandant de l'air en Afrique occidentale française sur toute l'étendue de son commandement comprise dans les limites fixées par l'arrêté du Gouverneur général et définie comme suit :

Aéronefs, terrains, hangars, ateliers nécessaires aux appareils des formations de l'air, dans les conditions fixées d'autre part par les instructions particulières arrêtées d'accord entre les départements de l'air et des colonies.

* * *

Les autorités désignées ci-dessus peuvent déléguer le droit de réquisition :

a) Aux fonctionnaires de l'intendance ou du commissariat de la marine;

b) Aux officiers commandants de détachements (ou de navires de guerre ou aéronefs militaires);

c) Aux officiers, fonctionnaires, autorités visés dans les articles 65 à 73 du décret du 2 août 1877, et dans les conditions fixées par ces articles;

d) La délégation du droit de requérir est encore autorisée dans les cas limitativement énumérés par la loi et rappelés ci-dessous :

Dans tous les cas :

1^o — Par les autorités mentionnées à l'article 2 et par le commandant des troupes en opérations (si une zone d'opérations est constituée par arrêté du Commissaire de la République);

2^o — Par le Commissaire de la République :

Aux autorités administratives subordonnées (commandants de cercles, de circonscriptions, administrateurs et ingénieurs des travaux publics ou des mines, chefs de sous-sections de la production, ou chefs du service du ravitaillement).

Pour la réquisition des établissements industriels et des marchandises déposées dans les entrepôts de douane, dans les magasins généraux ou en cours de transport par voie ferrée, prévue par les articles 58 et 59 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par les lois du 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, et dans les conditions fixées par ces articles, ainsi qu'aux titres XII et XIII du décret du 2 août 1877.

Pour la réquisition des hydrocarbures dans les conditions fixées par les instructions du Commissaire de la République.

En outre, en cas d'opérations seulement :

Par le général commandant supérieur des troupes et le commandant militaire du Dahomey-Togo, pour les besoins des troupes stationnées sur le territoire dans le cas prévu à l'article 1^{er} :

1^o — Aux présidents des commissions de réception du service du ravitaillement;

2^o — Aux ingénieurs des travaux publics et mines pour les réquisitions visant les voies navigables prévues à l'article 56 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par les lois des 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, et dans les conditions fixées d'autre part au titre X du décret du 2 août 1877, modifié par le décret du 13 novembre 1907.

* * *

Exceptionnellement en temps de guerre, ou en cours d'opérations, tout commandant de troupes ou de détachement, opérant isolément, peut requérir, sous sa

responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux besoins journaliers des hommes, des animaux et du matériel à sa disposition.

La réquisition ainsi faite devra toujours être soumise, dans le plus bref délai, à l'autorité hiérarchique ayant pouvoir de délégation du droit de réquisition.

Aux cas où ni décision, ni arrêté n'aurait ouvert le droit de réquisition, un compte rendu télégraphique devrait être adressé au Commissaire de la République.

ARTICLE 3. — *Forme de la réquisition.*

La réquisition est toujours faite par écrit et signée.

Elle doit être rédigée en termes aussi précis que possible et mentionner notamment l'objet de la réquisition, l'époque où elle commence, éventuellement le temps pendant lequel la prestation doit être fournie ou l'époque à laquelle se terminera l'exercice du droit de réquisition, enfin, s'il y a lieu, la portion du territoire qui y sera soumise.

Sauf les cas d'exception visés au dernier paragraphe de l'article 2 du présent arrêté, et ceux qui relèvent de l'article 67 du décret du 2 août 1877 (réquisitions de l'autorité maritime exercées sur des navires, bâtiments, engins flottants) les réquisitions sont inscrites sur des carnets à souches comportant récépissés à délivrer par les prestataires ou l'autorité administrative (suivant le cas).

Ces carnets sont remis aux officiers (ou fonctionnaires) chargés des opérations de réquisition, par les autorités ayant délégation du pouvoir de réquisition définie plus haut.

Le modèle de ces carnets figure en annexe au présent arrêté.

Lorsque l'officier (ou le fonctionnaire) exerçant la réquisition ne sera pas détenteur d'un carnet à souche, la réquisition sera néanmoins écrite et signée.

Elle sera établie en double exemplaire, dont l'un sera remis à l'autorité désignée ci-après (voir notification) et l'autre adressé immédiatement, par la voie hiérarchique, à l'autorité ayant pouvoir de délégation du droit de réquisition.

Un reçu signé et daté sera, en outre, remis, suivant le cas, soit au prestataire, soit à l'autorité à qui a été faite la notification de la réquisition.

* *

*

La notification des réquisitions est faite conformément aux dispositions rappelées ci-après de l'article 6 du décret du 6 décembre 1938 :

1^o — Dans la commune mixte de Lomé, à l'administrateur-maire dans les formes prévues par la législation métropolitaine;

2^o — Dans les chefs-lieux de cercles ou de subdivisions administratives, à l'administrateur commandant de cercle, à l'administrateur ou fonctionnaire, chef de subdivision;

3^o — Partout où l'autorité administrative est seulement représentée par un indigène (chef de canton, chef de village, chef de fraction) à cet indigène;

Toutefois, dans ce dernier cas, les industriels ou commerçants européens, reçoivent directement notification des réquisitions concernant leurs personnes ou leurs biens;

4^o — Dans le cas de réquisition d'un établissement industriel, à l'exploitant de cet établissement ou à son représentant.

Si la réquisition est adressée à un particulier ou à une autorité indigène, l'autorité requérante adresse sans délai à l'autorité administrative européenne à

laquelle ressortissent immédiatement les collectivités indigènes ou les particuliers requis, le double des réquisitions notifiées avec l'indication des prestations effectuées;

5^o — La notification des réquisitions opérées par l'autorité maritime ou ses délégués est effectuée, en ce qui concerne les bâtiments, embarcations et engins flottants marins, dans les conditions fixées à l'article 67 du décret du 2 août 1877 c'est-à-dire soit par le représentant de l'autorité maritime, soit par son entremise, au capitaine, maître ou patron, à celui qui remplace, ou, à défaut, à l'armateur.

ARTICLE 4. — *Matière sujette à réquisitions.*

a) Des personnes :

Par personnes sujettes à réquisition, il faut entendre : soit des collectivités, soit des particuliers.

Les collectivités susceptibles d'être requises, désignées à l'article 5 du décret du 6 décembre 1938, sont :

- Les communes;
- Les cercles et subdivisions administratifs;
- Les cantons;
- Les tribus;
- Les villages.

Les particuliers qui peuvent être soumis à réquisition sont : les citoyens, sujets et protégés français et les étrangers non exemptés par des conventions diplomatiques ou par des clauses particulières définies plus loin.

Le personnel féminin des établissements industriels ou des services publics ou privés, requis au titre de la loi du 3 juillet 1877, lois subséquentes et décrets d'application de ces lois, peut être également astreint à la fourniture des prestations nécessaires à la marche de ces établissements ou services et dans les conditions prévues en particulier à l'article 60 de la loi du 3 juillet 1877 et à l'article 132 du décret du 2 août 1877.

* *

*

b) Des prestations (nature, limites) :

Le droit de requérir s'étend à toutes les prestations prévues à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877.

Il est soumis aux restrictions figurant d'une part aux deux derniers alinéas de cet article, d'autre part aux articles 6 et 40 de la même loi, complétée par les dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1938. Enfin, aux articles 12, 19, 21, 23, 38, 61, 65, 75, 78, 132 du décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 juillet 1877.

Ces restrictions sont énumérées ci-dessous :

Hors le cas d'opérations, il ne pourra être fait réquisition que des prestations suivantes :

1^o — Le logement chez l'habitant et le cantonnement, pour les hommes et pour les chevaux, mulets et bestiaux, dans les locaux disponibles, ainsi que les bâtiments, terrains, plans d'eau nécessaires, pour le personnel et le matériel des services de toute nature qui lui dépendent des troupes affectées à la défense du territoire.

Sont exemptés de la fourniture en nature du logement ou du cantonnement :

Les officiers ou fonctionnaires logés par l'administration (sauf pour les pièces excédant le nombre réglementaire affecté à leur grade et à leur emploi et sous la condition que ces pièces puissent être complètement séparées des locaux d'habitation).

Les détenteurs de caisses publiques déposées à leur domicile, les veuves et filles vivant seules, les communautés religieuses de femmes ne sont également tenus de fournir le logement ou le cantonnement en nature que dans les dépendances de leur domicile complètement séparées des locaux d'habitation.

2^o — La nourriture journalière des officiers, sous-officiers et hommes de troupe, logés chez l'habitant, conformément à l'usage du pays.

Il ne peut être exigé une nourriture supérieure à l'ordinaire de l'individu requis.

Ne peuvent, en outre, être considérés comme prestations disponibles ou comme fournitures susceptibles d'être réquisitionnées :

Les vivres destinés à l'alimentation d'une famille et ne dépassant pas sa consommation pendant trois jours ;

Les grains ou autres denrées alimentaires qui se trouvent dans un établissement agricole, industriel ou autre et ne dépassant pas la consommation de huit jours (doivent être rangés dans les établissements bénéficiant de ces dispositions, les greniers de prévoyance, les dépôts administratifs constitués pour les besoins du ravitaillement de la population civile en temps de guerre) ;

3^o — Les vivres et le chauffage nécessaires aux troupes stationnées sur le territoire, les fourrages pour les chevaux, mulets et bestiaux, la paille de couchage pour les troupes campées ou cantonnées (n'étant pas considérés comme disponibles) ;

Les fourrages qui se trouvent chez un cultivateur et ne dépassant pas la consommation de ses bestiaux pendant quinze jours ;

Les combustibles et matières grasses du service des chemins de fer, sauf si la réquisition est destinée au fonctionnement du service des chemins de fer de campagne ;

Les combustibles et approvisionnement nécessaires à un navire, non réquisitionné lui-même, pour atteindre son port de destination.

Les moyens d'attelage, les aéronefs et moyens de transport de toute nature, y compris le personnel et les matières nécessaires à leur fonctionnement (n'étant pas compris comme disponibles, outre les véhicules faisant l'objet de réserve dans les arrêtés relatifs à la réquisition des véhicules automobiles et les aéronefs, les animaux d'attelage ou de selle (chevaux mulets, ânes) et voitures à traction animale, des catégories suivantes) :

Animaux et voitures dont les fonctionnaires sont tenus d'être pourvus pour leur service ;

Étalons approuvés ou autorisés pour la reproduction ;

Femelles en état de gestation constatée, ou suitée d'un petit, ou notoirement reconnues comme consacrées à la reproduction ;

Chevaux, juments n'ayant pas atteint l'âge de cinq ans, mulets et mules, ânes et ânesses n'ayant pas atteint l'âge de trois ans au 31 décembre de l'année qui précède la réquisition ;

Animaux de trait et de selle et voitures de l'administration des postes ou eaux qu'elle entretient pour son service par des contrats particuliers ;

Animaux de trait et de selle et voitures indispensables pour assurer le service des administrations publiques et ceux affectés au transport de matériel nécessité par l'exploitation des chemins de fer. (Ces derniers peuvent toutefois être requis au même titre que les voies ferrées elles-mêmes, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 3 juillet 1877) ;

Animaux de trait et de selle et voitures appartenant aux agents non français du service diplomatique accrédités en Afrique occidentale française ;

Animaux de trait et de selle et voitures appartenant aux nationaux des pays ci-après désignés qui ont signé des conventions diplomatiques, sous réserve que ces pays n'appartiennent pas en période d'hostilité à un parti ennemi :

République Argentine, Brésil, Chili, République Dominicaine, Equateur, Espagne, Grande-Bretagne, Haïti, Honduras, Mexique, Russie, Suisse.

* *
*

Hors le cas de rassemblement des troupes appelées à assurer la défense du territoire, les moyens d'attelage, les aéronefs, les moyens de transport de toute nature, visés au paragraphe 4 ci-dessus ne pourront, en outre, être requis, chaque fois, que pour une durée maximum de vingt-quatre heures.

* *
*

Lorsque le droit de réquisition est ouvert par arrêté du Commissaire de la République promulguant un décret pris en fonction des circonstances les restrictions concernant la limitation des réquisitions aux seules prestations énumérées aux paragraphes 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e disparaissent, ainsi que la clause réduisant à vingt-quatre heures, chaque fois, les délais des réquisitions frappent les moyens d'attelage et de transport visés ci-dessus.

Toutefois, les exemptions et indisponibilités définies pour chacun de ces paragraphes subsistent dans tous les cas où peut s'exercer le droit de réquisition.

* *
*

Quelle que soit l'éventualité qui fait décider l'ouverture du droit de réquisition, l'exercice de ce droit est encore limité sur les points suivants :

1^o — Les réquisitions relatives à l'emploi d'établissements industriels pour la fourniture de produits autres que ceux qui résultent de leur fabrication normale, ne pourront être exercées que sur ordre du Commissaire de la République, du général commandant supérieur des troupes, ou du commandant des troupes en opérations, dans la zone d'opérations délimitée par arrêté pris par le Commissaire de la République sur proposition du général commandant supérieur des troupes.

2^o — Dans les eaux maritimes, la réquisition d'équipages et d'états-majors de navires étrangers ou citoyens, sujets, protégés français non mobilisés, ne peut avoir pour effet d'armer un bâtiment de la flotte auxiliaire.

La réquisition des équipages étrangers (ainsi que celle des navires étrangers) ne peut s'exercer en outre que dans la limite des eaux territoriales et à l'égard de nationaux de pays non exemptés en vertu de convention diplomatiques particulières.

3^o — La réquisition des locaux et des habitants d'une commune, d'un cercle, d'une subdivision administrative, d'un canton, d'un village ou la réquisition d'une tribu ou d'une fraction pour les soins à donner aux malades, blessés, ne peut s'étendre au traitement des contagieux et ces derniers doivent être séparés dans des cantonnements indépendants des locaux ou campements occupés par la population.

4^o — La réquisition des indigènes comme « porteurs » ne peut s'exercer enfin que sous la garantie des prescriptions suivantes :

Interdiction d'employer comme porteurs des indigènes physiquement inaptes, soit en raison de leur âge, soit en raison de leur état de santé.

L'état physique doit être constaté par un examen médical préalable, toutes les fois que cet examen sera possible. Dans les cas où il ne sera pas possible, la personne employant cette main-d'œuvre devra s'assurer, sous sa responsabilité, que les indigènes requis ont l'aptitude nécessaire et ne souffrent pas d'une affection contagieuse.

Les conditions d'âge (minimum 18 ans et maximum 45) ne sont pas d'obligation légale en ce qui concerne les réquisitions opérées au titre de la loi de 1877, mais elles doivent être suivies dans toute la mesure compatible avec l'exécution des missions dévolues en vertu de cette loi.

ARTICLE 5. — *Exécution des réquisitions.*

a) Répartition des charges :

La répartition des charges est faite dans la commune mixte de Lomé par la municipalité, et dans les autres localités ou campements par les administrateurs-maires, les fonctionnaires ou militaires, commandants de cercles, de subdivisions administratives, chefs de postes administratifs, les chefs de cantons ou de villages, les chefs de tribus.

Sauf le cas de force majeure ou d'extrême urgence, l'autorité administrative requise, répartit les prestations exigées avec l'assistance de deux habitants de la localité, dont un indigène au moins désignés par elle (article 8 du décret du 6 décembre 1938).

La réquisition des charges par les autorités ci-dessus désignées ne peut faire état des objets et matières visés aux articles et matériels indispensables aux propriétaires fournissant les prestations, matériel, matières appartenant au service des chemins de fer (services annexes rattachés au réseau) et destinés à l'exploitation.

La répartition des charges par ces autorités ne pourra non plus s'étendre aux dépôts de matériels, de combustibles solides ou liquides, constitués, soit dans les établissements publics, soit dans les établissements privés pour les besoins de l'armée, de la marine ou de l'aéronautique militaire, ou pour des organes de défense nationale dépassant l'échelon territorial (direction générale des transports maritimes), (direction générale des transports aériens). Ces derniers dépôts feront l'objet d'instructions particulières prises par le Commissaire de la République d'accord avec les autorités maritimes, aériennes intéressées ou avec le général commandant supérieur des troupes.

Enfin, si des réquisitions urgentes devaient être opérées, sur les stocks des services de défense nationale, un compte rendu télégraphique devrait être adressé par l'autorité requise ou le prestataire à l'autorité hiérarchique ayant pouvoir de délégation, laquelle aviserait par les moyens les plus rapides le Commissaire de la République.

b) Logement et cantonnement.

Le recensement des logements, écuries, locaux divers appartenant aux particuliers, à la commune ou au territoire et qui pourraient être mis à la disposition de l'autorité militaire pour le logement ou le cantonnement des troupes appelées à assurer la défense du territoire ou pour l'installation de magasins est effectué par les autorités désignées au premier alinéa du paragraphe (a) précédent.

Ce recensement fait l'objet d'états mis à jour tous les trois ans au moins et plus fréquemment si les conditions d'habitats particulières au territoire l'exigent.

Ces états sont centralisés par le Commissaire de la République qui en adresse un exemplaire au commandant des forces de police.

Les avis d'arrivées de troupes à loger ou à cantonner sont donnés par le commandant des forces de police aux autorités civiles qualifiées par les dispositions précédentes pour procéder aux recensements.

Les obligations mentionnées aux articles 12, 13, 16 de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables dans le territoire du Togo, compte tenu des restrictions énoncées plus haut ; le droit à l'éclairage artificiel s'exerce par l'usage du procédé normalement utilisé par l'habitant.

Les indemnités à accorder, le cas échéant, pour le logement ou le cantonnement sont les mêmes au Togo qu'en A. O. F. et dans la métropole (article 10 du décret du 6 décembre 1938).

Les tarifs fixés sont reproduits ci-dessous :

Logement :

Par lit d'officier et par nuit	3,—
Par lit de sous-officier ou soldat et par nuit	0,60
Par place de cheval ou mulet et par nuit	0,15
(plus le fumier)	

Cantonement :

Par homme et par nuit	0,15
Par animal de trait ou de selle	le fumier.

Les règles de répartition par quartier des unités logées ou cantonnées, fixées à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877 sont également applicables au Togo.

L'attribution des indemnités pour le logement ou cantonnement de troupes est soumise au Togo aux restrictions qui font l'objet des articles 31 et 32 du décret du 2 août 1877. Savoir :

Dans tous les cas où il y a lieu à indemnité pour le logement et le cantonnement des militaires, cette indemnité n'est due qu'autant que le nombre de lits ou de places occupées dans le courant d'un même mois excède le triple du nombre des lits ou places portées sur les tableaux de recensement approuvés par le Commissaire de la République et le commandant des forces de police.

L'excédent seul ouvre droit à indemnité.

Le maire ou l'autorité civile requise justifie toute demande d'indemnité au moyen d'un état récapitulatif appuyé d'un état d'effectif fourni par le commandant de l'unité logée ou cantonnée le dernier jour de chaque mois ainsi que le jour où la troupe quitte la localité, dans les conditions fixées à l'article 30 du décret du 2 août 1877.

Dans le cas où la somme demandée excéderait celle qui est due d'après le principe énoncé plus haut, l'autorité civile requise indiquerait les motifs de la différence.

c) Guides, conducteurs, porteurs, prestataires, fournis sous forme de travaux.

Les prescriptions figurant à l'article 19 du décret du 2 août 1877 sont applicables au Togo aux guides, conducteurs, porteurs requis au titre de la loi du 3 juillet 1877.

La nourriture due aux prestataires et aux animaux requis est calculée sur les taux de la ration de campagne définis au lieu et à la date où s'opère la réquisition par les arrêtés locaux.

Les taux pour soldat européen sont applicables aux citoyens français jouissant du statut métropolitain et aux étrangers européens ou considérés comme tels.

Les taux pour soldat originaire sont applicables aux citoyens français relevant de ce statut, ainsi qu'aux protégés français de l'Afrique du Nord et du Levant.

Les taux pour tirailleur sont applicables aux sujets français, ainsi qu'aux protégés français et aux étrangers ne rentrant pas dans les deux catégories ci-dessus.

Les dispositions des articles 15, 16, 17, 18, 20 du décret du 2 août 1877 concernant la certification des prestations effectuées et, le cas échéant, des dommages causés par l'exécution de ces prestations sont également applicables dans le territoire.

L'estimation des indemnités à accorder et la procédure de recours sont traitées à l'article ci-après.

ARTICLE 6. — *Règlement des indemnités.*

L'évaluation des indemnités à régler fait l'objet d'une procédure à deux degrés :

a) Par une commission siégeant au chef-lieu de la colonie.

Cette commission comportant quatre membres (trois civils et un militaire) désignés par le Commissaire de la République sur proposition du commandant militaire, en ce qui concerne le militaire.

b) Par une commission centrale coloniale d'évaluation siégeant à Dakar composée de 14 membres (onze civils et trois militaires) dont la désignation est prononcée par arrêté du Gouverneur général sur proposition du général commandant supérieur en ce qui concerne les membres militaires, sur proposition du directeur des services économiques, du directeur des finances, de l'inspecteur général des travaux publics, et du président de la chambre de commerce à Dakar en ce qui concerne les membres civils.

Ces commissions sont constituées dès le temps de paix; elles peuvent être convoquées par le Gouverneur général, ou le Commissaire de la République pour la commission locale lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

La commission centrale est chargée de régler les rapports entre les commissions locales, d'étudier et de proposer les mesures de nature à assurer l'uniformité et la régularisation des liquidations, d'élaborer les projets d'avis à remettre touchant les difficultés contentieuses, recours en appel, etc...

Les règles de son fonctionnement sont fixées par l'arrêté n° 3197 D. N. du 17 octobre 1939 du Gouverneur général de l'A. O. F.

La commission locale d'évaluation a les pouvoirs fixés par le titre V de la loi du 3 juillet 1877.

Elle établit les tarifs pour les objets susceptibles d'être réquisitionnés, reçoit de l'administrateur-maire de Lomé ou des administrateurs commandants de cercles, de subdivisions, de postes administratifs, les états collectifs des fournitures et services exécutés par voie de réquisition, états appuyés des ordres et reçus de réquisition, certificats d'exécution des services requis et, s'il y a lieu, procès-verbaux de dégâts ou d'estimation établis conformément à la loi aux dispositions du décret du 2 août 1877 avec indication des prix demandés.

Elle examine ces états, émet son avis sur le prix de chaque prestation et, le cas échéant, sur les différences qui auraient pu apparaître entre les quantités réclamées et celles mentionnées sur les reçus.

Elle transmet toutes les pièces à l'intendant militaire du Dahomey-Togo chargé de fixer l'indemnité.

Les divers délais prévus par les articles 25, 26, de la loi du 3 juillet 1877 et par les articles 28, 29, 51, 53, du décret du 2 août 1877 sont maintenus pour les indemnités des prestataires demeurant dans la commune mixte de Lomé et, les localités desservies par voie ferrée.

Dans les autres lieux de résidence des indemnitaires, ces délais sont déterminés par le temps reconnu nécessaire pour faire parvenir une réponse par voie postale, sans cependant que ce délai puisse excéder quatre mois.

Les tarifs des indemnités à payer pour les journées de personnel et d'animaux et pour les moyens de transport requis pourront être fixés dès le temps de paix.

Ceux qui seront appliqués dans le cas d'achat ou de perte soit du matériel, soit d'animaux requis, pourront être basés s'il y a lieu, comme élément d'appréciation sur la dernière mercuriale établie avant l'arrêté du Commissaire de la République ouvrant le droit de réquisition ou, à défaut, sur les données ayant servi à établir l'impôt (par exemple la valeur des animaux au pâturage pour les nomades et les pasteurs).

Les dommages, détériorations, dépréciations subis par le matériel, les animaux, etc... requis, seront estimés au moment de la remise au propriétaire par une commission nommée par le gouverneur, et composée d'un fonctionnaire, civil autant que possible, et de deux officiers désignés par le commandant territorial.

Les indemnités seront mandatées par les soins de l'ordonnateur du budget local.

Cet ordonnateur mandatera ou fera payer sur les caisses des receveurs municipaux, des gérants de caisses de fonds d'avance, des receveurs régionaux ou des agents spéciaux, la somme revenant à chaque indemnitaire.

En ce qui concerne les indigènes, le paiement des indemnités dues pour les journées de personnel, d'animaux, et, en général pour toutes les prestations fournies, sera autant que possible, effectué séance tenante et suivant les règles de la comptabilité du budget.

Si ces sommes ne pouvaient être remises aux ayants droit pour toute autre cause que l'abandon de poste par l'intéressé, le règlement serait opéré comme il a été indiqué à l'alinéa précédent.

Les incapacités de travail temporaire ou définitives, totales ou partielles, les décès de prestataires survenus du fait de l'exécution d'une réquisition, feront l'objet d'un rapport de l'autorité qui aura ordonné la réquisition.

Ce rapport, accompagné d'un certificat médical, fera ressortir nettement la nature et le degré de l'affection ou la cause du décès, ainsi que l'imputabilité du service requis.

Ce dossier sera, après avis de l'intendant militaire du Dahomey-Togo, transmis par voie hiérarchique et par l'intermédiaire du Commissaire de la République au Gouverneur général qui en saisira le ministre à toutes fins utiles.

ARTICLE 7. — *Réquisitions relatives aux chemins de fer.*

Le réseau du chemin de fer existant sur le territoire dépend de l'autorité administrative.

Les réquisitions n'ont donc pas à être opérées en principe et une simple décision du Commissaire de la République permet normalement de donner satisfaction aux desiderata formulés par l'autorité militaire. Celle-

ci jouit de la priorité, en cas de rassemblement de troupes appelées à assurer la défense du territoire, pour la satisfaction de ses besoins en transports ferroviaires sur toute l'étendue du réseau et bénéficie de l'exclusivité pour lesdits transports dans la zone d'opérations, si celle-ci est créée par arrêté du Commissaire de la République.

Si, toutefois, le chemin de fer du Togo présentait en certaines circonstances des défaillances susceptibles d'entraver la bonne exécution de ses missions, des prestations pourraient être requises pour le bon fonctionnement de ce réseau au titre de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877.

En temps de guerre, les transports exécutés à l'extérieur de la zone d'opérations sont ordonnés par le chef du service des transports sous le contrôle du général, commandant supérieur des troupes jusqu'à la base d'opérations.

Les transports effectués à l'intérieur de la zone d'opérations sont ordonnés par le commandant des troupes en opérations. Ils sont exécutés en principe par des agents des réseaux mobilisés au titre de la formation militaire du chemin de fer ou affectés spéciaux et mobilisés sur place dans leur emploi du temps de paix.

Les dépendances des gares, et de la voie ne peuvent être réquisitionnées en dehors de la zone d'opérations que par le général commandant supérieur des troupes sur l'avis du chef du service des transports, dans la zone d'opérations elles peuvent être réquisitionnées par le commandant des troupes en opérations sur avis du chef du service local des transports ferroviaires.

En cas de réquisition totale, le prix des transports militaires effectués en deçà de la base d'opérations est payé conformément aux stipulations du cahier des charges; s'il n'existe aucune stipulation à ce sujet, le prix est fixé à la moitié du tarif normal. La réquisition totale donne au général commandant supérieur des troupes le droit d'utiliser les dépendances des gares et de la voie, les fils télégraphiques des réseaux ainsi que leurs postes radioélectriques, sans que cet emploi puisse donner lieu à aucune indemnité.

Au delà de la base d'opérations, il n'est dû au réseau pour les transports effectués dans la zone d'opérations, que le taux de péage fixé conformément au cahier des charges qui régit chacun d'eux.

Le matériel affecté au service des unités militaires de chemin de fer sera préalablement inventorié. L'estimation portée à l'inventaire servira de base au décompte des sommes à imputer aux budgets intéressés en cas de perte, de destruction ou d'avarie.

Les dispositions de l'article 64 du décret du 2 août 1877 sont applicables au Togo pour l'établissement du prix de cession des combustibles du réseau du territoire réquisitionné par l'autorité militaire.

ARTICLE 8. — Réquisitions de l'autorité maritime et aérienne.

Les réquisitions de l'autorité maritime sont opérées conformément aux dispositions des articles 65, 66, 67, 69, 70, 71, 72, du décret du 2 août 1877. La mission mixte d'évaluation prévue à l'article 71 dudit décret est la même au Togo que celle qui est chargée de l'évaluation des indemnités à l'échelon colonie.

Il peut toutefois être adjoint à celle-ci, sur proposition du commandant de la marine en Afrique occidentale française ou de l'autorité requise, des experts militaires ou civils qui ont voix consultative.

Les réquisitions au bénéfice de l'air ont été traitées à l'article premier. Jusqu'à réception des accords à intervenir à ce sujet entre les départements de l'air et des colonies, le personnel, les appareils et le matériel aéronautiques ne pourront sauf cas de force majeure, être soumis à des prestations les détournant de leur mission ou usage normaux que s'ils appartiennent à des lignes, clubs, sociétés dont le siège et l'infrastructure se trouvent entièrement situés sur le territoire du Togo.

L'exercice des réquisitions du matériel aéronautique est réglé par l'arrêté A. O. F. n° 3368 D. N. du 6 novembre 1939, lequel s'applique également au Togo.

ARTICLE 9. — Réquisitions relatives aux chevaux, mulets et voitures nécessaires à la mobilisation.

Les prescriptions des articles 36 à 53 inclus de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables au Togo compte tenu des limitations et restrictions définies plus haut.

Recensement :

Les opérations préliminaires du recensement ont lieu aux dates prescrites par le Commissaire de la République qui donne en temps utile toutes indications :

a) A l'administrateur-maire de Lomé pour que les propriétaires d'animaux et de véhicules hippomobiles fassent, avant la date prescrite, les déclarations prévues;

b) Aux administrateurs de cercles, de subdivisions pour que ceux-ci soient en mesure de fournir les états de recensement à cette même date sur les données indiquées ci-après.

Classement :

Le classement des animaux et véhicules hippomobiles est effectué pour la commune mixte de Lomé par une commission de classement dont la composition est donnée par l'article 38 de la loi du 3 juillet 1877.

Cette commission nommée par arrêté du gouverneur, sur proposition du commandant militaire, pour les membres militaires classe les animaux de trait, de selle ou de bât susceptibles d'être requis pour les besoins de l'armée, en plusieurs catégories indiquées ci-après :

CATÉGORIES	TAILLE MINIMA	1 ^{re} SÉRIE Animaux de moins de 10 ans	2 ^e SÉRIE Animaux de 10, 11 et 12 ans	3 ^e SÉRIE Animaux au-dessus de 12 ans
Chevaux de selle Offic.	1 m. 42	de 1.500 à 2.000 frs.	de 1.100 à 1.500 frs.	de 800 à 1.100 frs.
Chevaux de selle de Tr.	1 m. 39	de 1.500 à 2.000 frs.	de 1.000 à 1.500 frs.	de 700 à 1.000 frs.
Chevaux de trait	—	de 800 à 1.200 frs.	de 500 à 800 frs.	de 150 à 500 frs.
Chevaux de bât	—	de 600 à 1.000 frs.	de 400 à 600 frs.	de 150 à 400 frs.
Anes de bât	—	de 75 à 120 frs.	—	—

Pour les territoires autres que les communes, il est tenu compte des recensements effectués pour la détermination de l'impôt.

Ces fonctionnaires s'efforcent, au cours de ces recensements d'effectuer un classement sommaire, en catégories correspondant dans la mesure du possible, à celles fixées par le tableau ci-dessus.

Pour le classement des véhicules hippomobiles, il suffit d'indiquer la capacité intérieure, la charge maxima, le nombre de roues de chaque voiture, le nombre de chevaux nécessaires pour l'attelage et de procéder à un classement sommaire.

Les résultats du recensement et du classement sont adressés par le Commissaire de la République au commandant militaire sous la forme prévue par la circulaire 468 D. N. de l'A. O. F. du 28 juillet 1933.

Réquisition :

Dès la réception de l'avis de réquisition, les propriétaires sont tenus de présenter les animaux et véhicules requis aux jours et heures fixés pour chaque commune ou circonscription, aux commissions mixtes de réquisition fonctionnant aux points désignés par l'autorité administrative sur demande de l'autorité militaire.

Les animaux non attelés sont présentés isolément et sont munis des moyens d'attache d'usage courant dans le pays. Hors le cas de réquisition, les modalités de réquisitions des animaux et équipages hippomobiles restent les mêmes que celles indiquées ci-dessus. Toutefois, la durée des prestations est, s'il y a lieu, réduite dans les limites prévues par les clauses des deux derniers alinéas de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 déjà mentionnées plus haut.

Les prix des chevaux par catégorie sont fixés par arrêté du Commissaire de la République. Ils peuvent être révisés tous les cinq ans.

Les pénalités prévues aux articles 21, 51, de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables dans le territoire aux citoyens français, sujets et protégés français et aux étrangers non exemptés des prestations qui ne déféreraient pas aux ordres de réquisition.

Celles prévues à l'article 22 de la même loi sont également applicables sur le territoire aux personnes qui se rendraient coupables d'abus de pouvoir en matière de réquisition.

Les contrevenants aux dispositions de la loi susvisée, des lois subséquentes et décret d'application, sont traduits conformément à l'article 13 du décret du 6 décembre 1938, en temps de paix, devant les juridictions dont ils relèvent et en temps de guerre par les tribunaux militaires.

ARTICLE 10. — *Réquisitions des véhicules automobiles.*

La réquisition des véhicules automobiles reste soumise aux dispositions de l'arrêté n° 62/D. N. du 26 mai 1937 visant les modalités d'applications de l'article 3 du décret du 5 décembre 1935.

ARTICLE 11. — *Réquisitions relatives aux voies navigables.*

En cas de rassemblement des troupes appelées à assurer la défense du territoire, la réquisition partielle ou totale des moyens de transports fluviaux peut être opérée pour les besoins des dites troupes par arrêté du Haut-Commissaire de la République.

L'autorité militaire satisfait ses besoins par l'intermédiaire du service local des transports.

L'exploitation reste en principe entre les mains du personnel spécialisé et est dirigée par les organes précités.

La réquisition totale implique l'usage corollaire pour les besoins de l'autorité militaire de toutes les dépendances de la voie (quais, immeubles, matériels de transmissions) sans que cet emploi puisse donner lieu au paiement d'indemnités.

Les prix de transport et les indemnités de dédommagement en cas de perte ou dégradations sont évalués et réglés par l'intermédiaire de la commission prévue à l'article 6 du présent arrêté.

Si la réquisition partielle ne s'étend qu'à l'obligation faite au réseau d'exécuter les transports pour les besoins de l'armée, ces transports sont payés au tarif en vigueur (sauf en ce qui concerne les transports exécutés par des services prolongeant les réseaux ferrés et faisant partie intégrante de l'administration du chemin de fer. Ces transports sont alors réglés conformément aux dispositions prévues plus haut à l'article 7).

La réquisition des moyens de transports fluviaux peut également être opérée par arrêté du Commissaire de la République sur proposition du général commandant supérieur des troupes et éventuellement du commandant de la marine.

Ces réquisitions sont exercées par les autorités militaires intéressées dans les conditions générales fixées aux articles 5 (dernier alinéa), et 6 du présent arrêté.

Elles sont soumises aux clauses restrictives insérées aux deux derniers alinéas de l'article 5 de la loi du 5 juillet 1877 rappelés plus haut.

Les transports commerciaux et toute circulation peuvent être arrêtés de plein droit dans la limite de la zone d'opérations par le commandant des troupes en opération, cette suppression ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12. — *Réquisitions relatives aux établissements*

Les dispositions de l'article 58 de la loi du 3 juillet 1877 et du titre XII du décret du 2 août 1877, sont applicables au Togo suivant les modalités rappelées ci-dessous.

L'exploitation directe d'un établissement industriel peut dans la zone des opérations, être ordonnée par le commandant des troupes en opérations, dans les autres parties du territoire elle ne peut être autorisée que par un arrêté du Commissaire de la République pris sur proposition du général commandant supérieur des troupes, du commandant de la marine ou du commandant de l'air.

La réquisition des hydrocarbures fait l'objet, d'autre part, d'arrêtés et d'instructions particuliers visant le régime de conservation, le recensement, la cession, le transport et l'utilisation des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs dans les différentes éventualités susceptibles de provoquer l'établissement du régime des prestations au bénéfice des autorités militaires.

ARTICLE 13. — *Réquisitions des marchandises déposées dans les entrepôts de douanes, magasins généraux, ou en cours de transport par voie ferrée.*

Réquisition du matériel des services locaux.

Ces réquisitions sont opérées, dans la zone des opérations sur l'ordre du commandant des troupes en opérations.

Dans les autres parties du Territoire, elles ne peuvent être effectuées que sur arrêté du Commissaire de la République pris sur proposition du général

commandant supérieur des troupes, du commandant de la marine ou du commandant de l'air.

ARTICLE 14. — *Dispositions générales.*

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

MODÈLES

Modèle de carnet à souche d'ordre de réquisition

(page de garde)

CARNET A SOUCHE D'ORDRE DE RÉQUISITION

N° au N°

délivré à M.

qui exerce le droit de réquisition par

délégation de M.

A , le

Ordre de Réquisition

N°

Nom du fournisseur . . .

Objet de la réquisition.

A , le 19

Le

(Feuillets)

Récépissé d'Ordre de Réquisition

N°

M
déclare avoir reçu de M.

agissant en vertu de la loi sur les réquisitions militaires, d'avoir à livrer à
le

la prestation ci-dessous désignée :

A , le 19

Le

Ordre de Réquisition

N°

Vu la loi du 3 Juillet 1877,
le décret du 6 Décembre 1938
par délégation du

Le
requiert M.
d'avoir à délivrer à

le

à

Savoir :

A , le 19

Le

Comité d'études techniques du café

ARRETE N° 265 bis, instituant une commission permanente au sein du comité d'études techniques du café.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 143 du 13 mars 1940 fixant à nouveau les attributions et la composition du comité d'études techniques du café;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au sein du comité d'études techniques du café une commission permanente composée de :

L'inspecteur de l'agriculture	<i>Président.</i>
Le président de la chambre de commerce,	} <i>Membres</i>
L'inspecteur des produits,	
Le représentant du syndicat des exportateurs de cafés.	
Le chef du bureau des affaires économiques	<i>Secrétaire.</i>

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Caisse de réserve

ARRETE N° 266 portant prélèvement sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 janvier 1939 approuvant le budget local du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement exceptionnel de neuf cent vingt cinq mille francs (925.000 francs) sera effectué sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face à des dépenses occasionnées par l'exécution des travaux extraordinaires prévus au plan de campagne de l'année 1939.

ART. 2. — Il sera fait recette du montant de ce prélèvement à la section deuxième du budget local, chapitre IX, exercice 1939 « Prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

Service du conditionnement des produits agricoles

ARRETE N° 267 modifiant la date de mise en vigueur de l'arrêté n° 157 du 20 mars 1940 organisant dans le territoire du Togo le service du contrôle du conditionnement des produits agricoles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 157 du 20 mars 1940 organisant dans le territoire du Togo le service du conditionnement des produits agricoles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 de l'arrêté n° 157 du 20 mars 1940 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le présent arrêté entrera en vigueur dès approbation par le ministre des colonies de l'arrêté portant au budget local ouverture des crédits supplémentaires destinés à financer la nouvelle organisation.

Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par arrêté n° 247 du :

14 mai 1940. — M. Kponton Sylvestre est nommé, à titre précaire et essentiellement révocable, inspecteur stagiaire du cadre supérieur de la police du Togo pour compter du 16 mai 1940.

Affectations

Par décisions des :

15 mai 1940. — Le lieutenant d'infanterie coloniale de réserve Maillet, adjoint principal des services civils, est nommé commandant de la compagnie de milice à Atakpamé, en remplacement du capitaine d'infanterie coloniale de réserve Gaudillot, administrateur en chef des colonies, en instance de classement dans l'affectation spéciale.

Le lieutenant d'infanterie coloniale Maillet, adjoint principal des services civils, remplira, cumulativement avec ses fonctions de commandant de la 2^e compagnie de milice les fonctions de chef de la subdivision administrative d'Atakpamé et de président du tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé, en remplacement du médecin-lieutenant Chippaux.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires lui est conféré.

22 mai 1940. — M. Mancion, ingénieur de 1^{re} classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies, inspecteur de l'agriculture au Togo, est délégué dans les fonctions d'inspecteur des eaux et forêts.

M. Fontaine, conducteur en chef des travaux agricoles, est délégué dans les fonctions de contrôleur des eaux et forêts dans le cercle du Centre.

M. Knill, conducteur principal de 2^e classe des travaux agricoles, est délégué dans les fonctions de contrôleur des eaux et forêts dans le cercle du Nord.

ERRATUM à la décision n° 125 du 10 mars 1940 portant nomination.

Au lieu de :

« ARTICLE PREMIER. — M. Droniou, vérificateur de 1^{re} classe des douanes, mis en appel différé, est nommé chef du service des douanes, et chargé de la direction du bureau de Lomé, en remplacement de M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe, mobilisé.

Il remplira en outre les fonctions de lieutenant des douanes ».

Lire :

« ARTICLE PREMIER. — M. Droniou, vérificateur de 1^{re} classe des douanes, mis en appel différé, est nommé, par intérim, chef du service des douanes, et chargé de la direction du bureau de Lomé, en remplacement de M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe des douanes, chef de service titulaire, mobilisé.

Il remplira en outre les fonctions de lieutenant des douanes ».

PERSONNEL INDIGÈNE

Retraites

Par arrêté n° 200 du :

25 avril 1940. — Une allocation de retraite pour cause d'incapacité au service, au taux annuel de neuf cent vingt cinq francs (925 frs.) avec jouissance du 1^{er} janvier 1940 est attribuée à M. Dogbatsé Kouvlo, ex-homme d'équipe de 5^e classe des chemins de fer du Togo.

M. Dogbatsé continuera à percevoir l'indemnité de charges de famille dont il bénéficiait pendant son activité, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 17 décembre 1937.

Le secours temporaire annuel de sept cent quatre vingt francs (780 frs.) alloué à l'ex-homme d'équipe Dogbatsé Kouvlo, par arrêté n° 577 du 28 octobre 1937 est annulé pour compter du 1^{er} janvier 1940.

DIVERS

Campagne du coton

Par arrêté n° 243 du :

12 mai 1940. — La date de fermeture de la campagne du coton est fixée au 20 mai 1940 dans le cercle du Nord et au premier juin dans les cercles d'Anécho, de Lomé et du Centre.

Chambre de Commerce

Par arrêté n° 199 du :

25 avril 1940. — Sont approuvées les opérations électorales qui ont eu lieu à Lomé les 7 et 21 avril 1940 pour le renouvellement de la chambre de commerce et sont déclarés élus :

1^o — MEMBRES FRANÇAIS

a) Membres titulaires :

M.M. Ambach,
Curtat Georges,
Eychenne,
Rodier,
Trossely.

b) Membres suppléants :

M.M. Charles,
Curtat Paul,
Mouzalas.

2^o — MEMBRES ÉTRANGERS

a) Membres titulaires :

M.M. Cruickshank,
Elliot,
Olympio Sylvanus.

b) Membres suppléants :

M.M. Azario,
Moraitis.

3^o — MEMBRES ORIGINAIRES DES PAYS PLACÉS SOUS MANDAT A FRANÇAIS

M. William Joseph Victor.

4^o — MEMBRES ORIGINAIRES DES PAYS PLACÉS SOUS MANDAT B FRANÇAIS

M. Mensah Albert John.

Comité d'études techniques du café

Par décision n° 269 du :

14 mai 1940. — Sont désignés comme membres du comité d'études techniques du café :

M.M. Gonthier, directeur de la Compagnie Générale du Togo, résidant à Agou,	} <i>Planteur européen</i>
Walter Agrippa résidant à Hiviépé (subdivision de Klouto),	
Anani Elesessi résidant à Palimé,	} <i>Planteurs indigènes</i>

Commune indigène de Palimé

Par décision n° 262 du :

11 mai 1940. — Est autorisée suivant convention verbale la location par le Territoire d'une pièce de l'immeuble du sieur Alfred Osei, sis à Palimé, et destinée aux réunions de la commission municipale de la commune indigène de Palimé.

La présente autorisation est donnée pour une durée de deux années à partir du 1^{er} août 1939 et moyennant un loyer annuel de 400 francs.

Conseil économique et financier

Par décision n° 283 du :

19 mai 1940. — Sont nommés membres de la commission permanente du conseil économique et financier du territoire du Togo pour l'année 1940, les notables togolais dont les noms suivent :

M.M. Emmanuel Ajavon, membre du conseil d'administration ;
Tamakloe Théophile, président du conseil des notables de Lomé ;
Fio Lawson V, chef supérieur de la ville d'Anécho ;
Kponton Quam Dessou, président du conseil des notables d'Anécho ;
Adjallé Jacob, chef du canton d'Amoutivé, vice-président de la société indigène de prévoyance de Lomé.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 253 du :

19 mai 1940. — Le 3^e paragraphe de l'arrêté n° 233 du 3 mai 1940 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant un an, durée fixée par le jugement du 21 mars 1940 du tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé, au nommé William Koffi dit Unger, né à Nuatja (cercle du Centre — subdivision d'Atakpamé) vers 1911 ».

Justice indigène

Par arrêté n° 249 du :

15 mai 1940. — Le docteur Lacan André, médecin-lieutenant des troupes coloniales, chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, est nommé assesseur européen près le tribunal criminel du cercle du Nord, en remplacement du docteur Challier André, médecin-capitaine des troupes coloniales, rapatrié.

Œuvres sociales

Par décision n° 266 du :

12 mai 1940. — Une subvention de quatre mille francs (4.000 frs.) est accordée à l'Œuvre d'Aide et d'Assistance aux nouveau-nés des villages de ségrégation.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 242 du :

12 mai 1940. — M. Pic, administrateur des colonies, président de la commission de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance est nommé président du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance pour l'année 1940, en remplacement de M. Mouragues, administrateur des colonies, nommé à cette fonction par arrêté n° 726 du 31 décembre 1939.

Par arrêté n° 255 du :

22 mai 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs 1940 des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance dont le détail suit :

Lomé-ville — Deux cent quarante-deux francs (242 francs).

Lomé-subdivision — Vingt-quatre mille six cent cinquante-six francs (24.656 francs).

Anécho (catégories supérieures) — Huit cent quarante-quatre francs (844 francs).

Anécho (catégories ordinaires) — Cent quarante-huit mille trente-deux francs (148.032 francs).

Klouto — Cinquante-six mille deux cent trente francs (56.230 francs).

Lama-Kara — Quatre-vingt-un mille deux cent soixante-dix francs (81.270 francs).

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 201 du :

25 avril 1940. — Est attribué définitivement en toute propriété à la société française à responsabilité limitée — Jacquot-Jacquet, ayant son siège à Lomé, un terrain domanial de la surface de onze ares, situé à Lomé, cercle dudit, et faisant l'objet du titre foncier n° 455 du cercle de Lomé.

Par arrêté n° 202 du :

25 avril 1940. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Gottfried Anani Edoah, employé de commerce, demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de 2 ares 80 centiares, situé à Lomé, cercle de Lomé, et faisant l'objet du titre foncier n° 676 du cercle de Lomé.

Par arrêté n° 204 du :

25 avril 1940. — Le conseil d'administration de la Préfecture Apostolique de Sokodé est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Bafilo, subdivision de Sokodé, cercle du Nord, d'une superficie d'environ 58 ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE**Avis et communications****Avis de vente aux enchères publiques**

des objets en souffrance depuis plus de six mois dans les magasins du Chemin de fer du Togo — épaves

Le public est informé qu'il sera procédé le jeudi 27 juin 1940 à 17 heures dans la cour du magasin de la petite vitesse du chemin de fer du Togo, à Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des objets ci-après désignés constituant des épaves :

NATURE DES MARCHANDISES

1 colis vans du pays	1 colis calebasses
2 bidons vides	1 petit seau
1 colis effets usagés	1 lanterne tempête
1 valise effets usagés	1 étagère
3 colis effets usagés	1 caissette effets divers
2 sacs coques de noix de coco	1 cadre photo
1 colis nattes du pays	1 lampe électrique à main
1 mallette effets usagés	1 casque
1 roue pour vélo	1 veston blanc
2 portes en bois	1 sac corde
2 pots en terre	1 lot jarre
1 paillon poterie	1 paillon calebasses
2 drums vides	1 colis nattes du pays
7 pots en terre	1 parapluie
1 sacs coques de coco	1 baignoire effets divers
2 colis effets usagés	1 tablette
2 sacs kapock	1 veston drap usagé
1 armoire vide	1 colis de 2 culottes
2 colis lit et literie	2 paillons vides
1 panier jarres	1 colis pagnes usagés
1 lot jarres	1 chaise longue
1 gravure	1 panier 2 estagnons vides
2 fourneaux	1 chapeau de paille
1 cuvette effets divers	1 panier chapeaux raphia

Lomé, le 22 mai 1940.

Le receveur des domaines,
Pic.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1126, déposée le 20 mai 1940 la dame Kathérine Latré Zissé Lawson, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé

l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel se trouve édiflée une construction en briques de ciment couverte en tôle à usage d'habitation, avec dépendances, d'une contenance totale de 20 ares 73 centiares, situé à Anécho (quartier Adjidogan) cercle d'Anécho, et borné au nord par terrain à André L. S. Lawson, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par un passage le séparant du terrain à Eugénio de Souza.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur, de la propriété foncière,
Pic.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

AVIS

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906, organisant le régime de la Propriété Foncière, de la perte de la copie du Titre Foncier numéro CENT HUIT du Livre Foncier du Cercle de LOMÉ, appartenant aux héritiers de feu Timothy Agbétiafa ANTHONY.

Pour première insertion.

Etude de Maître Germain CREPIN, Avocat-défenseur à Cotonou

AVIS

La société John Walkden et Cie Limited déclare avoir égaré le certificat d'inscription de l'hypothèque prise à son profit le 15 décembre 1932 sur le titre foncier N° 85, Vo 1, F° 85 du Togo.

Pour avis et pour première insertion conformément à l'article 124 du décret du 26 juillet 1932.

L'avocat-défenseur soussigné :
Germain CREPIN.